



**COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION  
DE SAINTES**

---

**PROCÈS-VERBAL  
DE LA RÉUNION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE  
DU 10 FÉVRIER 2022**

Le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de Saintes s'est réuni à l'Espace Multipôles de SAINT-GEORGES-DES-COTEAUX, le 10 février 2022, sous la présidence de Monsieur Bruno DRAPRON.

Étaient présents :

Monsieur Bruno DRAPRON,  
Monsieur Eric PANNAUD,  
Monsieur Francis GRELLIER,  
Madame Marie-Line CHEMINADE,  
Monsieur Frédéric ROUAN,  
Monsieur Alexandre GRENOT (sauf pour la  
délibération n°2020-20),  
Madame Véronique CAMBON,  
Monsieur Pierre-Henri JALLAIS,  
Monsieur Jérôme GARDELLE,  
Monsieur Jean-Luc MARCHAIS (sauf pour la  
délibération n°2022-23),  
Monsieur Philippe CALLAUD,  
Monsieur Pascal GILLARD,  
Monsieur Philippe DELHOUME,  
Madame Véronique ABELIN-DRAPRON (sauf pour  
les délibérations n°2022-13 à n°2022-16),  
Madame Caroline AUDOUIN,  
Monsieur Alain MARGAT,

Monsieur Gérard PERRIN,  
Monsieur Jean-Michel ROUGER,  
Monsieur Jean-Claude DURRAT-SPRINGER,  
Monsieur Stéphane TAILLASSON,  
Madame Agnès POTTIER,  
Monsieur Pierre TUAL (sauf pour la délibération  
n°2022-18),  
Monsieur Raymond MOHSEN,  
Monsieur David MUSSEAU,  
Monsieur Bernard COMBEAU,  
Madame Mireille ANDRE,  
Monsieur Michel ROUX,  
Monsieur Patrick PAYET (jusqu'à la délibération  
n°2022-24),

Madame Françoise LIBOUREL,  
  
Monsieur Jean-Luc FOURRE,  
Madame Annie GRELET (jusqu'à la délibération  
n°2022-14),  
Monsieur Laurent MICHAUD,  
Madame Lydia MARTINAUD,  
Monsieur Cyrille BLATTES,  
Monsieur Jean-Claude CHAUVET (jusqu'à la  
délibération n°2022-14)  
Monsieur Philippe ROUET,  
Madame Amanda LESPINASSE,  
Monsieur Ammar BERDAI,  
Madame Charlotte TOUSSAINT,  
Monsieur Thierry BARON (jusqu'à la délibération  
n°2022-22),  
Monsieur Joël TERRIEN (sauf pour les délibérations  
n°2022-11 et 2022-12),  
Monsieur François EHLINGER,  
Monsieur Pierre MAUDOUX,  
Monsieur Pierre DIETZ (à partir de la délibération  
n°2022-2 et jusqu'à la délibération n°2022-14),  
Monsieur Jean-Philippe MACHON,  
Monsieur Jean-Pierre ROUDIER,  
Monsieur Rémy CATROU (à partir de la  
délibération n°2022-4 et jusqu'à la délibération  
n°2022-16),  
Madame Florence BETIZEAU (jusqu'à la  
délibération n°2022-14),  
Madame Eliane TRAIN.

Monsieur Fabrice BARUSSEAU donne pouvoir à Monsieur Jean-Luc MARCHAIS (sauf pour la délibération  
n°2022-23),  
Madame Evelyne PARISI donne pouvoir à Madame Marie-Line CHEMINADE,  
Monsieur Gaby TOUZINAUD donne pouvoir à Monsieur Eric PANNAUD,  
Monsieur Jean-Marc AUDOUIN donne pouvoir à Monsieur Alexandre GRENOT (sauf pour la délibération  
n°2022-20),  
Madame Anne-Sophie SERRA-DAVISSEAU donne pouvoir à Monsieur Pierre-Henri JALLAIS,  
Madame Claudine BRUNETEAU donne pouvoir à Monsieur Francis GRELLIER,  
Madame Véronique TORCHUT donne pouvoir à Madame Véronique CAMBON,  
Monsieur Philippe CREACHCADEC donne pouvoir à Monsieur Philippe CALLAUD,  
Monsieur Thierry BARON donne pouvoir à Monsieur à Monsieur Ammar BERDAI (à partir de la délibération  
n°2022-23),

Monsieur Joël TERRIEN donne pouvoir à Madame Charlotte TOUSSAINT (pour les délibérations n°2022-11 et n°2022-12),

Monsieur Laurent DAVIET donne pouvoir à Madame Caroline AUDOUIN,

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE donne pouvoir à Monsieur Pierre MAUDOUX,

Madame Céline VIOLLET donne pouvoir à Monsieur Jean-Pierre ROUDIER,

Monsieur Rémy CATROU donne pouvoir à Monsieur Michel ROUX (de la délibération 2022-1 à 2022-3 puis à partir de la délibération n°2022-17),

Mesdames Annie GRELET (à partir de la délibération n°2022-15), Dominique DEREN, Véronique ABELIN-DRAPRON (pour les délibérations n°2022-13 à n°2022-16) et Florence BETIZEAU (à partir de la délibération n°2022-15), ainsi que Messieurs Jean-Luc MARCHAIS (pour pour la délibération n°2022-20), Eric BIGOT, Alexandre GRENOT (pour la délibération n°2020-20), Jacky RAGONNEAUD (à partir de la délibération n°2022-15), Pierre Tual (pour la délibération n°2022-18), Pierre AUDOUIN (pour la délibération n°2022-20), Pierre HERVE, Charles DELCROIX, Pierre DIETZ (pour la délibération n°2022-1 et à partir de la délibération n°2022-15) Patrick PAYET (pour la délibération n°2022-25) et M. Fabrice BARUSSEAU (pour la délibération n°2022-23) sont excusés.

Monsieur Pierre TUAL est désigné secrétaire de séance.

\*\*\*\*\*

Le quorum étant atteint, Monsieur le Président ouvre la séance de Conseil communautaire à 18h12.

\*\*\*\*\*

Monsieur le Président souhaite la bienvenue aux élus communautaires à Saint-Georges-des-Coteaux.

En préambule, il tient à effectuer un point au sujet de l'épidémie de Covid-19 afin de communiquer les dernières tendances, qui sont positives. Les chiffres commencent à baisser, même si cela n'apparaît pas de manière évidente puisque de nombreux membres sont absents de ce Conseil pour cause de Covid. Toutefois, si la Charente-Maritime était moins touchée lors de la première vague de mars 2020, le contraire est désormais observé, et les chiffres décroissent beaucoup moins vite que dans l'ensemble du pays. Les écoles ont subi de plein fouet le variant Omicron, avec de nombreuses fermetures de classes. Monsieur le Président tient à remercier l'ensemble des agents du service Éducation, qui ont répondu de façon remarquable et ont su s'adapter au mieux à cette situation. Les vacances vont permettre un temps supplémentaire pour que la situation s'améliore.

Lors de l'élection de la nouvelle mandature, l'engagement avait été pris de travailler sur la déprécarisation des agents du service Éducation. Un nombre de 188 agents sont en contrat horaire. Le Covid nécessite de renforcer les effectifs. L'exécutif a considéré que cette situation, observée ailleurs qu'à Saintes, n'était pas acceptable. Il s'agit de contrat précaire, qui ne permet pas par exemple d'accéder à un crédit. Depuis plusieurs mois, le service a travaillé sur un diagnostic afin notamment de prendre en compte le besoin humain réel dans les écoles. La démographie scolaire est en baisse, ce qui marquera la nécessité d'une adaptabilité sur le nombre de classes et le personnel dédié. 117 agents vont être déprécarisés. Ces emplois ne sont pas tous des contrats à 35 heures, certains contrats seront à temps partiel. Les partenaires sociaux sont assez satisfaits de la présentation qui leur a été effectuée. Les 71 personnes manquantes pour atteindre le total de 188 ne sont réellement employées que du fait de la situation Covid depuis 2020. L'année de référence prise pour les calculs est l'année 2019. Elle a permis de montrer que le service fonctionnera avec 117 personnes. Ce projet de déprécarisation doit être phasé. Il commencera avec les ATSEM et les personnels de cantine. En ce qui concerne les ATSEM, des contrats de deux ans ont été établis avec celles qui s'engageaient vers le concours. Celles qui l'ont obtenu ont bien évidemment été recrutées, en vertu de l'engagement pris. Celles qui obtiendront le concours prochainement seront également recrutées sans attendre la mise en place de la déprécarisation. Le processus aura lieu sur une durée d'environ un an et demi. Un travail approfondi des services a été nécessaire afin de calculer au plus juste.

Une vingtaine de délibérations figurent à l'ordre du jour de ce Conseil. En matière d'économie, des éléments ont été votés lors du Conseil du 24 novembre afin de mettre en place des fonds de concours. Une première étape aura lieu avec une délibération visant à aider une entreprise locale à se développer et à créer de l'emploi. Une révision du PLU de Pisany sera également proposée, avec l'objectif de développer l'économie locale. Un autre choix fort est celui de l'ESS, et le projet coup de cœur citoyen sera présenté. Les trophées viennent d'ailleurs d'être remis. En matière de sécurité, les orientations stratégiques concernant la prévention de la délinquance et la sécurité passent par le Contrat de Sécurité Intégrée et la Stratégie Intercommunale de sécurité et de Prévention de la Délinquance pour les années 2021 à 2025. Un autre engagement de l'Agglomération sera présenté, il s'agit de la mise en accessibilité des arrêts de bus.

En ce qui concerne l'Éducation, le contrat d'engagement Écoles et Territoires sera présenté. Les tarifs des structures de petite enfance seront exposés. En matière de RH, certains recrutements en cours seront expliqués. Un point sera effectué sur l'égalité femmes-hommes.

Un autre sujet important est le Débat d'Orientations Budgétaires. Une première délibération liée au fonds de concours pour les communes sera présentée. Comme demandé lors de la Conférence des maires, les commissions communautaires ont été retravaillées afin de figurer au plus près des demandes. Ce nouveau format a été expérimenté avec la commission finances avec des retours positifs de la part des élus communautaires. Le sujet du transfert des réseaux d'eaux usées sera également abordé. Enfin, une motion concernant l'installation d'éoliennes sera remise sur table en fin de Conseil. Ce sujet a lui aussi été travaillé à la suite d'une demande effectuée en Conférence des maires.

Monsieur le Président liste les pouvoirs reçus, et procède à l'appel des membres.

\*\*\*\*\*

### **Approbation des Procès-verbaux des Conseils Communautaires des 24 novembre 2021 et 14 décembre 2021**

Monsieur le Président s'enquiert d'éventuelles remarques concernant ces procès-verbaux.

*Les Procès-verbaux des Conseils Communautaires du 24 novembre 2021 et du 14 décembre 2021 sont approuvés à la majorité des membres (1 Contre de Mme BENCHIMOL-LAURIBE).*

\*\*\*\*\*

### **UNE AGGLOMÉRATION ATTRACTIVE ET INNOVANTE**

\*\*\*\*\*

#### **ÉCONOMIE**

\*\*\*\*\*

#### **2022-1. Projet Dallaison - Attribution d'une aide à l'immobilier d'entreprises**

Monsieur le Président indique que cette délibération fait suite au dispositif de soutien aux entreprises voté lors de la séance du 24 novembre 2021. Ce dispositif était voulu par le monde économique, et constituait l'une des réponses au Livre blanc. La concurrence avec les autres territoires est importante, et il s'agissait de permettre à l'Agglomération d'être plus compétitive au regard de ce que proposent ses voisins.

Cette première délibération permet d'aller vers ce dispositif. Le restaurant Dallaison est un restaurant étoilé qui a quitté le local en location au 89, rue Gambetta et a été remplacé par un autre restaurant appelé l'Iode. En 2020, le restaurant a obtenu une première étoile au guide Michelin. Au printemps 2022, il souhaite s'installer de manière durable à Saintes. Un lieu a été trouvé, et il s'agit d'un projet d'envergure puisque 912 000 euros sont nécessaires pour mettre en place ce restaurant. Il va permettre de créer six nouveaux emplois, et de renforcer l'attractivité de l'Agglomération. Depuis le début du mandat, le souhait est que les entreprises travaillent ensemble, et les producteurs locaux sont à l'origine de la plupart des produits qui figurent sur la carte. Il s'agit d'un beau projet, qui va aboutir très prochainement. Le dispositif permet d'obtenir une subvention atteignant jusqu'à 200 000 euros, et une subvention de 150 000 euros est proposée pour ce projet.

Monsieur Pierre MAUDOUX a bien entendu les arguments en faveur de cette délibération. Le fonds de concours a effectivement été voté en novembre, et le monde économique a réclamé des aides. Le projet de cette entreprise inclut la création d'emplois. Il souhaite toutefois évoquer la question de l'équité, et perçoit une erreur importante au niveau de la méthode. Afin que l'attribution de subventions soit équitable, il est nécessaire qu'une communication généralisée ait eu lieu auprès de tous les acteurs de la filière qui peuvent en bénéficier. Or, il ne pense pas que l'ensemble des acteurs de la restauration saintaise soient au courant de l'existence de cette possibilité.

Monsieur le Président souligne que l'aide est destinée à investir dans l'immobilier d'entreprise, quelle que soit la nature de celle-ci.

Monsieur Pierre MAUDOUX est d'accord, et précise qu'il ne pense pas que l'ensemble des entreprises du territoire soient au courant de l'existence de ces subventions, par le biais par exemple d'un courrier ciblé.

Monsieur le Président précise qu'elles disposent d'un interclub, qui est mis au courant et diffuse l'information à l'ensemble de ses adhérents.

Monsieur Pierre MAUDOUX considère que ces aides doivent également être distribuées selon des critères d'attribution connus. Elles doivent aussi être proportionnées aux capacités de l'établissement, avec une enveloppe globale qui peut être distribuée à l'année. Il souhaite savoir si une telle enveloppe a été votée, et quel est son montant. Certains restaurateurs saintais n'étaient pas informés du fait que le Dallaison allait

recevoir une subvention, et lui ont fait part de leur étonnement quant à cette aide, et surtout à l'importance de celle-ci. La crise n'est pas terminée, nombre d'entrepreneurs ont souscrit un emprunt garanti par l'État et sont soumis à son remboursement. Dans ce contexte particulier, très complexe pour certains, du ressenti peut être éprouvé par certains acteurs du territoire face à cette délibération. Il s'agit d'un message transmis par des chefs d'entreprises, notamment le club des restaurateurs saintais, qui ne pouvaient pas être présents afin d'assister à cette délibération.

Monsieur le Président estime que demeurer fixés sur les restaurants constitue une erreur. Il ne s'agit pas d'une problématique liée aux restaurants, mais aux entreprises. Le règlement voté le 24 novembre est suffisamment exhaustif, il prévoit même comment monter le dossier. Le souhait était justement d'éviter ce risque d'inéquité. Monsieur le Président a pu rassurer certains de ses membres sur ce point, il ne s'agit pas d'un avantage accordé au Dallaison, contrairement à ce qu'ils avaient pu comprendre. Le budget pour ces aides s'élève à 500 000 euros. Durant la crise, un peu plus de 250 000 euros d'aides directes ont par ailleurs été octroyées aux entreprises. Cette entreprise va créer six emplois et rapporter de l'argent à l'Agglomération, dont l'économie demeure la première compétence. Le rôle de l'Agglomération est avant tout le développement économique. Il s'agit de répondre à la demande des personnes intéressées pour investir sur le territoire, afin d'éviter qu'elles ne s'installent ailleurs. L'Agglomération est en concurrence. En ce qui concerne le site de Saintronic, l'Agglomération n'avait pas été en mesure de répondre à la demande de ZOLUX qui l'avait sollicitée quinze ans auparavant. Monsieur le Président ne souhaite pas reproduire cette erreur. Si l'Agglomération n'a pas les moyens d'attirer les entreprises, celles-ci partiront ailleurs. Depuis le début de la mandature, le souhait est d'aider d'abord les entreprises locales. La zone des Coteaux est pleine, majoritairement grâce à des entreprises locales qui souhaitent s'agrandir, créer de l'emploi et être compétitives. Avec cette stratégie, la zone est remplie, et plus de 200 emplois nouveaux vont être créés. L'adhésion à la SEMPAT procède de cette dynamique. L'Agglomération de Saintes dispose d'atouts remarquables, comme sa proximité avec la voie autoroutière. Elle doit mettre en place des mesures qui déclenchent l'envie des entreprises de s'y installer. Le Livre blanc a montré la nécessité d'agir pour le développement économique, et d'apporter des réponses aux entreprises et à l'interclub. Cette délibération fait partie des mesures indispensables pour que les entreprises puissent se développer au sein de l'Agglomération.

Monsieur Pierre MAUDOUX précise que son propos ne portait pas sur les objectifs de développement économiques, sur lesquels chacun est d'accord. Il remarque néanmoins qu'une certaine partie des entrepreneurs n'étaient pas informés, et qu'il a fallu les rassurer. A l'avenir, il serait préférable que la communication soit meilleure, afin que la mesure devienne un facteur d'attractivité pour l'ensemble des entreprises. Il votera contre la délibération car même s'il est favorable sur le principe, la méthode ne lui semble pas adaptée.

Monsieur le Président prend note concernant le point soulevé en matière de communication. Le contact sera pris avec l'interclub afin de pouvoir mieux communiquer.

Monsieur Pierre MAUDOUX l'en remercie.

Monsieur Jean-Philippe MACHON soutient fortement cette délibération, d'autant plus qu'elle s'adresse à un jeune couple venu s'installer à Saintes et qui a connu un franc succès depuis. Sans ce déménagement dans un local plus adapté, les restaurateurs auraient perdu leur étoile Michelin, ce qui aurait été très négatif pour la ville comme pour le territoire. En matière de tourisme, le fait de disposer d'un restaurant étoilé attire énormément de visiteurs. Cependant, Monsieur MACHON partage le point de vue de Monsieur MAUDOUX concernant la communication. Il a également reçu un certain nombre d'appels de la part de personnes qui ignoraient complètement cette aide. Il n'y a pas réellement eu de prise de conscience de la part des entreprises sur les possibilités offertes à travers ce fonds de concours. Il est important qu'une communication spécifique soit réalisée sur ce point. Le montant de 150 000 euros est relativement élevé, et il s'agit sans doute de la raison pour laquelle des personnes se sont manifestées. Le montant a probablement davantage fait réagir que le principe de la subvention. Il semble important de rappeler les règles d'attribution, même si elles figurent dans le règlement. L'Agglomération est effectivement en concurrence, et Monsieur MACHON s'est régulièrement plaint par le passé du manque d'implication de la CDA pour aider les entreprises à s'installer et à se développer sur le territoire.

Monsieur le Président va demander qu'une communication soit réalisée, mais insiste sur le fait que les entreprises connaissent très bien le service économique. En l'absence d'interventions supplémentaires, Monsieur le Président soumet la délibération au vote.

\*\*\*\*\*

## **RAPPORT**

*Le rapporteur rappelle que les gérants du restaurant le DALLAISON exploitaient un établissement qu'ils louaient avenue Gambetta à Saintes depuis 2018. Ils ont fait part d'un projet de développement en investissant dans un nouveau lieu à Saintes.*

*Dès son installation, « Le DALLAISON » a rencontré un vif succès auprès de la clientèle grâce à la qualité de son accueil et de l'offre proposée. Cela s'est traduit par une progression constante du chiffre d'affaires et l'obtention d'une étoile au guide Michelin dès janvier 2020.*

*Cette étoile a permis au restaurant d'élargir sa zone de chalandise et de faire venir une clientèle de touristes de passage dans la Région. C'est le seul restaurant du territoire qui dispose d'une étoile Michelin.*

*Le restaurant « LE DALLAISON » contribue par sa notoriété à l'attractivité de l'agglomération de Saintes. Par ailleurs, les gérants mettent également en valeur les produits locaux dans leur cuisine.*

*Ils ont cédé leur fonds de commerce et ambitionnent de s'implanter dans un nouveau lieu plus attractif pour leurs clients avec une terrasse et un cadre plus accueillant.*

*Ils ont trouvé un bien situé au 30 rue du bois taillis à Saintes sur un terrain d'1 hectare.*

*Un parking sera aménagé, le rez-de-chaussée de la maison sera transformé en 4 salles de restaurant et les dépendances en cuisine professionnelle et hébergement pour les stagiaires.*

*L'étage est conservé en habitat personnel pour les dirigeants dans un 1<sup>er</sup> temps.*

*L'équipe va passer de 4 à 10 personnes (4 recrutements en CDI et 4 apprentis prévus).*

*Pour l'acquisition du bien, les exploitants ont créé une SCI dont ils seront les seuls associés.*

*La SCI portera également les travaux immobiliers réalisés.*

*Le projet immobilier dans son ensemble s'élève à 912 000 €, les gérants réalisent un apport de 62 000 € et ont obtenu un prêt pour un montant de 700 000 € sur 20 ans.*

*Ils sollicitent une subvention à hauteur de 150 000 € pour compléter leur financement.*

*La demande est éligible à l'aide à l'immobilier d'entreprise.*

*L'aide accordée sera assise uniquement sur les investissements liés à l'activité professionnelle (calculés au prorata de la surface totale).*

#### **Après avoir entendu le rapporteur,**

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L.1511-3, L.4251-17, L. 5216-5 et R. 1511-4 et suivants,*

*Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, I, 1°), relatif au Développement économique,*

*Vu le traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne, notamment ses articles 107 et 108,*

*Vu le règlement n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis publié au Journal officiel de l'Union européenne n° L. 352/1 du 24 décembre 2013,*

*Vu la délibération n°2021-183 du Conseil Communautaire en date du 24 novembre 2021 relative à la modification de l'intérêt communautaire en matière de soutien aux activités commerciales,*

*Vu la délibération n°2021-184 du Conseil Communautaire en date du 24 novembre 2021 relative à l'approbation d'un règlement d'intervention pour l'aide à l'immobilier d'entreprise,*

*Considérant la demande d'aide à l'immobilier d'entreprise en date du 21 septembre 2021, présentée par la SCI LE DALLAISON,*

*Considérant le projet de cette entreprise qui consiste à délocaliser son activité de restauration, en procédant à l'acquisition, la rénovation et le réaménagement d'un bien immobilier sur la commune de Saintes afin de développer son activité,*

*Considérant l'impact positif du projet sur l'attractivité touristique et économique du territoire,*

*Considérant l'impact positif du projet en matière de création d'emploi,*

*Considérant que ces investissements d'un montant total de 912 000 euros HT incluent des dépenses éligibles à l'aide de la Communauté d'agglomération à hauteur de 593 400 euros € HT pour l'acquisition et les travaux d'aménagement de son nouveau local d'activité de restauration,*

Considérant que les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2022 au compte 20421,

**Il est proposé au Conseil Communautaire :**

- **d'attribuer** une subvention au titre de l'aide à l'immobilier d'un montant de 150 000 € à la SCI LE DALLAISON pour financer l'acquisition et les travaux de rénovation/aménagement de son nouveau local d'activité.
- **d'approuver** les termes de la convention ci-jointe.
- **d'autoriser** Monsieur le Président à signer tous documents relatifs à la présente délibération.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 57 Voix pour
- 2 Voix contre (M. Pierre MAUDOUX au nom de Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE et M. Jean-Philippe MACHON)
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*

**2022-2. Appel à Projets ESS 2021 : attribution de la subvention à l'association Arts-Terre au titre de sa qualité de gagnant du Prix "Coup de cœur citoyen" et autorisation de signer l'avenant à la convention**

Monsieur Pierre-Henri JALLAIS explique que la délibération entre dans la continuité de l'appel à projets 2021. Il avait été décidé de réserver une somme de 2 000 euros pour un coup de cœur citoyen. Ce dispositif était expérimenté dans le cadre de l'appel à projets. Ce choix donne satisfaction, puisque près de 500 votants ont été dénombrés. Le projet de l'association Arts-Terre a été retenu, il s'agit d'un projet d'atelier de transformation de fruits non utilisés. Le projet crée du lien sur le terrain avec les citoyens, et contribue de manière intéressante à la lutte contre le gaspillage. Ce vote accorde un coup de pouce de 2 000 euros au projet.

En l'absence de questions, Monsieur le Président soumet la délibération au vote.

\*\*\*\*\*

**RAPPORT**

Le rapporteur rappelle que la Communauté d'Agglomération de Saintes organise chaque année depuis 2018 un appel à projets à destination du secteur de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS).

Une vingtaine de projets ont été soutenus en quatre ans grâce à ce challenge récompensant, selon les cas, de nouvelles entreprises en création, de nouveaux projets développés par des entreprises ou associations existantes sur le territoire de l'Agglomération ou l'implantation d'activités de structures extérieures.

L'impact en termes d'emploi de ces différents projets se chiffre à plus de 40 emplois salariés ou impliquant des personnes avec un statut indépendant.

Les projets ainsi soutenus relèvent des secteurs les plus divers : du handicap, de l'économie circulaire, de la culture, du tourisme, de l'agriculture et des circuits courts.

En 2021, la CDA de Saintes a décidé de mettre en place un Prix « Coup de cœur citoyen » pour inviter les citoyens à voter pour leur projet préféré parmi les 4 lauréats de l'appel à projet ESS.

Le projet ayant reçu le plus de votes se voit attribuer un bonus de 2.000€ pour son projet de la part de la Communauté d'Agglomération de Saintes.

492 personnes se sont connectées au site web pour voter et les résultats du vote sont les suivants : 177 pour l'association Arts-Terre, 166 pour l'association Echo-Mer (collecte et recyclage de bouchons de liège), 83 pour la régie de Quartier Erequasol (friperie quartier Bellevue) et 66 pour l'association Saint Fiacre (ateliers d'économie circulaire).

L'association Arts-Terre ressort gagnante pour son projet de lutte contre le gaspillage de fruits par la production de jus de fruits en investissant dans les équipements appropriés à ce projet.

En conséquence, en tant que lauréate du Prix « coup de cœur citoyen », il convient d'attribuer à l'association Arts-Terre une subvention complémentaire de 2000 € et d'autoriser la signature d'un avenant

à la convention signée avec l'association Arts-Terre le 7 janvier 2022 fixant les modalités d'octroi de la subvention.

**Après avoir entendu le rapporteur,**

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L. 1511-1, L. 1511-2 et L. 4251-17,*

*Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, I, 1°) relatif au développement économique,*

*Vu la délibération n°2018.86.CP de la Commission Permanente du Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine en date du 5 février 2018 portant mise en œuvre du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) et application du règlement d'intervention économique régional - Conventions Economiques avec les Collectivités Territoriales,*

*Vu la délibération n°2018-88 du Conseil Communautaire en date du 12 avril 2018, relative à la convention avec la Région Nouvelle Aquitaine portant adoption du régime communautaire d'aides aux entreprises, et en particulier le règlement d'aide à la création et au développement des entreprises de l'ESS,*

*Vu la convention signée le 6 juillet 2018 entre la Communauté d'Agglomération de Saintes et la Région Nouvelle Aquitaine relative à la mise en œuvre du SRDEII,*

*Vu la délibération n°21-124 du Conseil Communautaire en date du 8 juin 2021, approuvant le règlement de l'appel à projets ESS et autorisant le lancement de celui-ci par la Communauté d'Agglomération en 2021,*

*Vu la délibération n°21-158 du Conseil Communautaire en date du 29 septembre 2021 approuvant le règlement du Prix « Coup de cœur citoyen » associé à l'appel à projets ESS 2021,*

*Vu la délibération n°21-185 du Conseil Communautaire en date 24 novembre 2021 attribuant des subventions aux lauréats et autorisant la signature des conventions,*

*Vu la convention signée par l'association Arts-Terre et la CDA de Saintes, le 7 janvier 2022, pour l'octroi d'une subvention dans le cadre de l'Appel à Projets ESS 2021,*

*Considérant le vote intervenu dans la période du 29 novembre 2021 au 12 décembre 2021 à minuit sur le site web de l'agglomération de Saintes,*

*Considérant que 492 personnes se sont connectées au site web pour voter et que les résultats du vote sont les suivants : 177 pour l'association Arts-Terre, 166 pour l'association Echo-Mer (collecte et recyclage de bouchons de liège), 83 pour la régie de Quartier Erequasol (friperie quartier Bellevue) et 66 pour l'association Saint Fiacre (ateliers d'économie circulaire),*

*Considérant que l'association Arts-Terre ressort gagnante pour son projet de lutte contre le gaspillage de fruits par la production de jus de fruits en investissant dans les équipements appropriés à ce projet,*

*Considérant la somme de 2.800€ de subvention d'investissement déjà attribuée à l'association Arts-Terre en sa qualité de lauréate de l'appel à projets ESS 2021, portant sur un budget prévisionnel de 5.620 € d'investissements,*

*Considérant le plafond de 50% d'aide sur les dépenses éligibles attribuable à tout bénéficiaire et qu'en conséquence, le bonus de 2.000€ pour Arts-Terre au titre du « Coup de cœur citoyen » doit être affecté aux dépenses de fonctionnement affectées à son projet (communication, publicité, achats de matières et fournitures, charges de personnel...),*

*Considérant les crédits seront inscrits au budget principal 2022,*

**Il est proposé au Conseil Communautaire :**

**- d'accorder** une subvention de fonctionnement de 2.000€ à l'association Arts-Terre pour le prix « Coup de cœur citoyen » qu'elle a remporté dans le cadre de l'opération associée à l'appel à projets ESS 2021.

**- d'approuver** les termes de l'avenant ci-joint à la convention signée avec l'association Arts-Terre le 7 janvier 2022 fixant les modalités d'octroi de la subvention.

- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge entre autres de l'Economie Sociale et Solidaire, à signer ledit avenant.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 60 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*

### **AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE**

\*\*\*\*\*

#### **2022-3. Prescription de la révision allégée n° 1 - Plan Local d'Urbanisme de Pisany**

Monsieur Jean-Luc MARCHAIS explique qu'au bout de la zone artisanale des Marronniers, se trouve une parcelle communale de 5 000 mètres carrés, attenante à une entreprise en forte croissance, qui a besoin d'espaces afin de créer de nouveaux parkings. Cette zone étant située en zone agricole au niveau du PLU, il est nécessaire de lancer une révision allégée de ce dernier afin d'intégrer cette zone à la zone d'activités. D'autre part, cette parcelle étant située dans une bande proche de la RCEA, il convient de vérifier la nécessité de déroger à la loi Barnier, qui interdit les implantations à moins de 100 mètres des axes du type de la RCEA.

La délibération consiste à engager la procédure de révision allégée du PLU de Pisany, et à approuver les objectifs poursuivis ainsi que les modalités de concertation du public.

En l'absence de questions, Monsieur le Président soumet la délibération au vote.

\*\*\*\*\*

#### **RAPPORT**

Le rapporteur rappelle que la zone artisanale des Marronniers sur la commune de Pisany a été transférée à la CDA en 2017. Une parcelle, attenante à la zone artisanale, actuellement classée en zone Agricole, présente un intérêt pour l'agrandissement d'une entreprise de logistique aujourd'hui en plein développement. Cette parcelle, bien que classée en zone agricole, n'est pas cultivée car déconnectée de la zone agricole, ceinturée par la RCEA (RN150), l'avenue Jean de Vivonne et la zone d'activité. Elle est la propriété de la commune de Pisany et limitrophe de la parcelle actuellement occupée par l'entreprise. Cette parcelle représente, pour l'entreprise dans le cadre de son développement, une opportunité de maintenir son activité sur place afin de répondre aux besoins en augmentation de stationnement de poids lourds.

Ainsi, l'objectif de la présente révision allégée du PLU de Pisany est de reclasser la parcelle actuellement en zone agricole en zone d'activités économiques et d'étudier l'opportunité de réduire la bande d'inconstructibilité liée à l'application de la loi Barnier.

Une concertation avec la population doit être menée tout au long de la procédure. Pour cela, il est proposé les modalités de concertation suivantes :

- mise à disposition du public au siège de la communauté d'agglomération et à la mairie de Pisany d'un dossier complété au fur et à mesure de l'avancée de l'étude et d'un registre d'observation,
- mise à disposition d'une adresse mail [consultation-plu@agglo-saintes.fr](mailto:consultation-plu@agglo-saintes.fr) où le public pourra faire parvenir ses remarques ou observations en précisant l'objet « Révision allégée n°1 du PLU de Pisany »,
- publication d'au moins un article dans le bulletin municipal de Pisany,
- organisation d'une réunion publique.

**Après avoir entendu le rapporteur,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-31, L.153-32, L.153-34, L.103-2 et suivants, L.111-6, L.111-8, L.132-7, L.132-9, L.132-13 et R.113-1, R.153-12, R.153-20 à R.153-22,

Vu le Code de l'Environnement,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, I, 2°) relatif à l'Aménagement de l'espace communautaire et comprenant



entre autres la compétence « Plan Local d'Urbanisme, documents d'urbanisme en tenant lieu et carte communale »,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Pisany approuvé par délibération du conseil municipal le 17 mars 2015, modifié le 14 décembre 2021,

Considérant que la procédure ne porte pas atteinte aux orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durable et pourra donc être menée selon les dispositions de l'article L.153-34 du Code de l'Urbanisme,

Considérant que conformément à l'article R.153-12 du Code de l'Urbanisme, l'organe délibérant de l'EPCI prescrit la révision du plan local d'urbanisme et précise les objectifs poursuivis et les modalités de concertation tels qu'exposés précédemment,

Considérant qu'il peut être dérogé à la bande d'inconstructibilité lié à l'application de l'article L.111-6 du Code de l'Urbanisme en réalisant une étude conformément à l'article L.111-8 du même code,

Considérant qu'en application de l'article L.103-2 du Code de l'Urbanisme, la procédure fera l'objet d'une concertation,

Considérant qu'en application de l'article R.104-11 du Code de l'Urbanisme, la procédure pourra faire l'objet d'une évaluation environnementale après un examen au cas par cas,

Considérant le développement de l'entreprise de logistique et son besoin de pouvoir stationner ses poids lourds,

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 24 au chapitre 20,

**Il est proposé au Conseil Communautaire :**

- **d'engager** une procédure de révision allégée du PLU de Pisany conformément aux dispositions de l'article L.153-34 du Code de l'Urbanisme.

- **d'approuver** les objectifs poursuivis et les modalités de concertation du public tels qu'exposés dans le rapport ci-avant.

- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant dûment habilité, à signer tous documents relatifs à cette procédure ainsi qu'à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

- **de préciser** que les organismes mentionnés à l'article L.132-13 du Code de l'Urbanisme seront consultés à leur demande.

- **de préciser** que conformément à l'article L.153-34 du Code de l'Urbanisme, le projet de révision arrêté fera l'objet d'un examen conjoint de l'Etat, de la CDA et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9. Le maire de la commune de Pisany sera invité à participer à cet examen conjoint. Conformément à l'article R.153-12 du code de l'Urbanisme, le procès-verbal d'examen conjoint sera joint au dossier d'enquête publique.

La présente délibération sera notifiée aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du Code de l'Urbanisme.

La présente délibération sera transmise pour information au Centre National de la propriété forestière, en application de l'article R.113-1 du Code de l'Urbanisme.

La présente délibération fera l'objet des mesures de publicité prévues par les articles R.153-20 à R.153-22 du Code de l'Urbanisme.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

**ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :**

- 60 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*

## UNE AGGLOMÉRATION PROCHE ET SOLIDAIRE DE SES HABITANTS

\*\*\*\*\*

### SOLIDARITÉS

\*\*\*\*\*

#### 2022-4. Autorisation de signer le Contrat de Sécurité Intégrée (CSI)

Madame Véronique ABELIN-DRAPRON propose de présenter conjointement les deux délibérations suivantes, qui sont très liées. Les deux documents ont été travaillés en parallèle. Le Contrat de Sécurité Intégrée correspond à une circulaire sortie en avril 2021 et demandant la conclusion de ces contrats. Le préfet a sollicité la CDA, qui est l'un des premiers territoires à proposer la signature. L'objectif est de sacraliser une méthode commune de mobilisation des effectifs et des moyens entre les principaux partenaires de la prévention de la délinquance et de la sécurité sur le territoire. Ce premier document repose sur six piliers.

En parallèle, la stratégie locale intercommunale de sécurité et de prévention de la délinquance est travaillée depuis huit mois. Le territoire disposait d'un contrat intercommunal de sécurité, mais pas d'une stratégie formalisée. Aucun diagnostic partagé des problématiques n'avait été établi. Il s'agit de se mettre d'accord sur un plan d'action formalisé sur plusieurs années. Sur la base du diagnostic élaboré à partir de questions envoyées aux partenaires et aux maires, une mise en relation a été effectuée avec les statistiques de police, justice et gendarmerie des cinq dernières années. Ce diagnostic subit les circonstances, puisqu'il est établi sur les années qui ont connu les Gilets Jaunes et le Covid. Des conséquences sont inévitablement observées sur l'interprétation des données. Pour autant, il s'agit d'une bonne base de travail initiale, à partir de laquelle une centaine de partenaires ont été réunis afin de travailler sur un plan d'action. Trois axes prioritaires ont été identifiés, et s'intègrent pleinement dans les stratégies départementales et nationales élaborées ces derniers mois. L'idée est d'abord d'agir au plus tôt, sur les 0-12 ans, d'aller vers les personnes les plus vulnérables afin de les protéger, et enfin d'assurer la sécurité au quotidien sur plusieurs dimensions.

Ces deux textes, qui se rejoignent dans leurs objectifs prioritaires, ont en commun un engagement fort en matière de présence de proximité. Pour la ville de Saintes, il s'agit de travailler sur des patrouilles pédestres mixtes, qui n'existent pas actuellement. Un axe fort porte sur la prévention des risques liés aux écrans, le confinement n'ayant pas arrangé la situation. La proportion d'enfants de moins de 12 ans disposant d'un téléphone portable personnel est ainsi passé de 30% à 70% à l'issue du confinement, et il est nécessaire d'accompagner les familles et les enfants aux usages des écrans. Il s'agit également de renforcer les actions de prévention des violences intra-familiales et d'accompagnement à la parentalité, et de continuer de renforcer le rôle de l'Agglomération comme compagnon des communes dans le quotidien. Le souhait serait de mettre en place un groupe d'échanges de pratiques sur des problématiques remontées par les maires. Ces textes présentent un bon équilibre entre sécurité et prévention. Ces deux voies sont utilisées pleinement.

Monsieur Jean-Philippe MACHON a lu attentivement le contrat de sécurité. En ce qui concerne les moyens, il souhaite attirer l'attention sur le fait qu'ils ne sont pas très clairement définis, alors même que le sous-effectif du commissariat de police de Saintes est chronique depuis de nombreuses années, et que Saintes ne dispose pas d'une BAC, contrairement à Rochefort. De plus, les effectifs de police sont souvent mobilisés pour le palais de justice. Dès lors que des mutations ont lieu dans la police, elles s'effectuent au profit de la Rochelle, et très souvent au détriment de Saintes. Des communications avaient été tentées à l'époque, afin que les demandes de mutations s'effectuent vers Saintes. Ce contrat est très positif, toutefois une pression devrait être mise sur le maintien des effectifs de police. Il n'est pas du tout question de la BAC. Un réel souci est propre à la ville de Saintes. Disposer de ce contrat devrait permettre une négociation plus forte avec l'État, afin d'aider la police à bénéficier d'un niveau d'effectif objectif. Enfin, dans le cadre de l'action cœur de ville, il existait un projet de rénovation de l'immeuble situé derrière le commissariat de police. Monsieur MACHON souhaite savoir si ce projet est toujours d'actualité. L'extension et la rénovation du commissariat de police actuel de Saintes étaient associées à ce projet.

Monsieur le Président précise qu'il a écrit au ministre Darmanin au sujet de la BAC, en signalant qu'il était inadmissible que les premières, troisièmes et quatrièmes villes du Département disposent d'une BAC et pas la deuxième. En 2021, un effectif supplémentaire de cinq agents a été reçu.

Monsieur Pierre MAUDOUX estime que chacun peut se féliciter de ce rapport complet, transversal et donnant lieu à des priorités intéressantes. Les données ont effectivement été perturbées par le Covid et les Gilets Jaunes, et il ne sera pas possible de se servir de ces deux années comme références en matière de chiffres. Ce point devra être intégré. Ensuite, il a cru remarquer que le milieu scolaire, qui fait pourtant partie des objectifs déclinés, n'a pas transmis ses chiffres. Il se demande pourquoi.

Madame Véronique ABELIN-DRAPRON précise que la prise en compte des données remonte à cinq ans. Le Covid n'impacte donc pas l'ensemble des données. Par ailleurs, le diagnostic n'a pas été établi uniquement à partir de données chiffrées, mais aussi à partir de retours de partenaires. Cette méthode permet de disposer d'une image à un instant T assez fiable et juste. Elle a été remise en perspectives, notamment sur la partie violences intra-familiales, avec la libération de la parole. Ce mouvement de fond s'étend au-delà de la période Covid. De ce point de vue, le diagnostic est complet dans la mesure où il ne s'est pas fondé uniquement sur des statistiques. Le choix a été de l'alimenter par un ensemble de retours de partenaires du terrain. Il s'agit d'un point de départ, qui présente des imperfections, mais également des forces. En ce qui concerne l'Éducation Nationale, un certain nombre de retours ont été reçus de la part de chefs d'établissements, dont certains qui ont participé aux ateliers de travail sur les actions. Ce travail de réseau a été renforcé. Le fait que l'Agglomération porte le CISPD facilite ce travail auprès des directeurs et directrices d'écoles. Il va être élargi de plus en plus aux chefs d'établissements.

Monsieur Pierre MAUDOUX avait cru comprendre dans le rapport qu'il n'y avait pas eu de chiffres donnés pour l'Éducation Nationale.

Madame Véronique ABELIN-DRAPRON explique que quelques chiffres ont été communiqués, cependant les réponses au questionnaire ont été peu nombreuses de la part des chefs d'établissements. Cette fragilité a été soulignée dans le document. Pour autant, leur participation aux ateliers de construction n'était pas anecdotique. L'Éducation Nationale a par ailleurs validé le document, qui correspond certainement à une réalité. Elle fait partie du bureau du CISPD, des relations régulières ont donc lieu.

Pour ce qui est des effectifs, des engagements assez forts sont pris concernant le qualitatif et la méthode. Ce point n'existait pas auparavant, aucun engagement de la police nationale n'était pris sur des brigades pédestres. Cette avancée est importante pour les concitoyens, ce point remonte régulièrement. Pour ce qui est des effectifs à long terme, la mobilisation des collectivités pour faciliter l'arrivée de policiers et de gendarmes aide à la montée des effectifs. En effet, l'une des raisons avancées pour expliquer la situation des effectifs est que même lorsque des postes sont ouverts, les postulants partent sur la Rochelle. Une démarche d'accueil peut faire la différence, au travers d'une aide pour trouver un logement ou pour faciliter l'emploi du conjoint. Le but est de se différencier. Ce document est un point d'étape, il ne pourra pas répondre à l'ensemble des problématiques, mais constitue une avancée dans la résolution de la problématique d'effectifs.

Monsieur MACHON revient sur le niveau de formation des agents. Pour bénéficier d'une BAC, il est nécessaire de disposer de personnel formé de manière spéciale. A sa connaissance, ce personnel n'est pas disponible sur Saintes.

Monsieur le Président estime qu'il suffit de vouloir déclencher la BAC, et d'ouvrir les candidatures en interne. Il existe des spécialités, avec un temps de formation pour les intégrer. Disposer d'une BAC obligera la Direction Départementale de la Sécurité Publique (DDSP) et l'ensemble de l'organisation départementale à l'organiser. Une BAC a déjà existé à Saintes par le passé, et son arrêt n'est pas normal. L'État décide, et il est parfois nécessaire de faire venir les ministres sur place afin qu'ils puissent se rendre compte des situations. En l'absence d'interventions complémentaires, Monsieur le Président soumet la délibération au vote.

\*\*\*\*\*

## **RAPPORT**

*Le rapporteur rappelle que dans le cadre de la mise en œuvre de la Police de Sécurité du Quotidien, l'Etat a souhaité proposer aux collectivités et leurs groupements un nouvel outil permettant de concrétiser le partenariat et l'engagement entre l'Etat et les collectivités et leurs groupements pour la sécurité de tous. Cet outil, le Contrat de Sécurité Intégrée (CSI), repose sur un diagnostic partagé pour identifier les besoins en termes de sécurité sur un territoire et proposer des actions concrètes.*

*Ce contrat s'intègre dans la Stratégie Intercommunale de Prévention de la Délinquance (SIPD) que la CDA met en œuvre actuellement avec l'ensemble des partenaires du Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CISPD).*

*Les actions relevant du champ de la sécurité intérieure, de la justice, de la prévention de la délinquance, de la radicalisation et séparatismes, du transport... sont donc déclinées à travers ce document.*

**Après avoir entendu le rapporteur,**

**Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,**

*Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021 et notamment l'article 6, I, 4°) relatif à la « Politique de la ville dans la Communauté », et plus particulièrement l'animation et la coordination des dispositifs Locaux de prévention de la délinquance,*

*Considérant que le Gouvernement a décidé de proposer un nouvel outil - le contrat de sécurité intégrée,*

*Considérant que les services de l'État et de la Justice, la Ville de Saintes et l'Agglomération de Saintes (CDA) mènent quotidiennement un travail conjoint afin de garantir la tranquillité et la sécurité des citoyens,*

*Considérant que les données issues des statistiques des Forces de Sécurité Intérieure (FSI) tendent à démontrer que la délinquance constatée sur l'agglomération de Saintes, qui, d'après le dernier recensement de 2017 regroupe près de 60 000 habitants réunis en 36 communes, est en baisse (-15,1 % pour les faits de délinquance générale constatées, entre 2017 et 2020),*

*Considérant que l'Agglomération de Saintes est marquée par le poids spécifique de la ville de Saintes. Comptant près de 27 000 habitants, soit 40 % des habitants de l'agglomération, elle est pourvue d'un contrat de ville depuis 2015, qui se concentre sur le quartier Bellevue-Boiffiers, le Quartier Prioritaire de la Politique de la Ville (QPV). Ainsi, l'Agglomération s'articule progressivement autour des quartiers périphériques de Saintes, puis d'une première couronne de communes périphériques, et enfin d'une seconde couronne,*

*Considérant que le territoire de la CDA de Saintes est ainsi marqué par des divergences en termes de proportion et d'évolution des faits de délinquance constatés, notamment entre la ville de Saintes et le reste des communes de l'Agglomération,*

*Considérant que la mise en place du continuum de sécurité à l'échelle de l'Agglomération, au travers de ce contrat de sécurité intégrée, vise à renforcer la coordination et l'articulation des forces de sécurité intérieures, et de leur permettre de mettre en œuvre une action résolue et cohérente contre les incivilités ainsi que la délinquance du quotidien,*

*Considérant que le Contrat de Sécurité Intégrée s'inscrit dans un esprit de coopération ainsi que de responsabilité, les services de l'État, le Procureur de la République, la Ville de Saintes ainsi que l'Agglomération de Saintes s'engagent par le présent contrat à porter des solutions opérationnelles aux enjeux du territoire en matière de sécurité et de prévention de la délinquance,*

*Considérant qu'au-delà de la convention de coordination, déjà existante entre la Police Municipale et la Police Nationale, la Mairie de Saintes, la CDA de Saintes et l'État ont souhaité s'engager dans une approche globale des questions de sécurité par un partenariat doté de moyens organisationnels, matériels et humains,*

*Considérant que cet accord, qui se développera sur la durée du mandat, s'articule autour de 6 piliers qui sont :*

- La sécurité intérieure à travers les moyens en forces de police (Polices Municipale / Nationale / Gendarmerie),*
- Le domaine judiciaire,*
- La prévention de la délinquance,*
- La politique de la ville,*
- L'éducation*
- La lutte contre la radicalisation,*

*Considérant que ce document de référence détermine, pour la période 2021 à 2026, les modalités qualitatives et quantitatives de moyens et de dispositifs destinés à améliorer la lutte contre l'insécurité et les priorités pour l'ensemble des domaines opérationnels de sécurité,*

*Considérant que l'objectif est de continuer la mise en synergie des acteurs de la prévention de la délinquance et de renforcer leur capacité de réponse,*

*Considérant l'élaboration de la Stratégie Intercommunale de Prévention de la Délinquance (SIPD),*

*Considérant l'élaboration du Contrat de Sécurité Intégrée (CSI),*

*Considérant, l'interaction entre les enjeux de la SIPD et du CSI,*

**Il est proposé au Conseil Communautaire :**

- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge de la Politique de la Ville et du CISPD de signer le Contrat de Sécurité Intégrée annexé à la présente délibération.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 60 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*

#### **2022-5. Autorisation de signer la Stratégie Intercommunale de Prévention de la Délinquance 2021-2025**

En l'absence de questions, Monsieur le Président soumet la délibération au vote.

\*\*\*\*\*

#### **RAPPORT**

Le rapporteur rappelle que dans le cadre du Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CISPD), l'agglomération de Saintes a élaboré sa Stratégie Intercommunale de Prévention de la Délinquance (SIPD) 2021-2025.

Sur la base de la Stratégie Nationale de Prévention de la Délinquance (SNPD) et de la Stratégie Départementale de Prévention de la Délinquance (SDPD) l'agglomération de Saintes a fédéré l'ensemble des acteurs de la sécurité et de la prévention afin d'élaborer sa stratégie locale.

Les orientations de la stratégie nationale de prévention de la délinquance 2020-2024 comprennent 40 mesures, articulées autour des quatre axes suivants :

- Prévenir la délinquance chez les jeunes de moins de 12 ans (identifier ceux en risque de récidive...);
- Aller vers les personnes vulnérables, telles que les personnes âgées ou handicapées (développer les démarches de proximité, etc.) ;
- Impliquer plus fortement la population (conforter la médiation sociale, expérimentation en matière de vidéoprotection...);
- Rénover la gouvernance (réaffirmer le pilotage par le préfet de département).

La nouvelle stratégie nationale de prévention de la délinquance entend « inciter les intercommunalités à formaliser leurs engagements dans une « stratégie intercommunale de sécurité et de prévention de la délinquance »,

Suite à des réunions de travail, d'un séminaire et de différentes instances décisionnelles, le bureau du CISPD a fixé 3 axes prioritaires pour cette stratégie :

- Agir au plus tôt et aller plus loin dans la prévention
- Aller vers les personnes les plus vulnérables pour mieux les protéger
- Sécurité au quotidien

De nombreuses actions ont été validées et devront se décliner sur la période de 2022 à 2025.

Cette stratégie a été élaborée en parallèle du contrat de Sécurité Intégrée signé début 2022.

**Après avoir entendu le rapporteur,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Sécurité Intérieure, notamment son article L. 132-13,

Vu la Loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique,

Vu la Loi n° 2021-646 du 25 mai 2021 pour une sécurité globale préservant les libertés,

Vu la Circulaire du 17 juillet 2002 relative aux dispositifs territoriaux de sécurité et de coopération pour la prévention et la lutte contre la délinquance,

*Vu la Circulaire n° 6238-SG du 23 décembre 2020 relative à la mise en œuvre opérationnelle de la stratégie nationale de prévention de la délinquance 2020-2024,*

*Vu la Stratégie Nationale de prévention de la délinquance 2020-2024,*

*Vu la Stratégie Départementale de Prévention de la Délinquance 2021-2024,*

*Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021 et notamment l'article 6, I, 4°) relatif à la « Politique de la ville dans la Communauté », et plus particulièrement l'animation et la coordination des dispositifs Locaux de prévention de la délinquance,*

*Considérant que le Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CISPD) est l'instance de coordination locale des acteurs compétents en matière de sécurité, de prévention de la délinquance sur le territoire,*

*Considérant que dans le cadre du CISPD, les partenaires du CISPD ont élaboré la Stratégie Intercommunale de Prévention de la Délinquance (SIPD) en fédérant l'ensemble des acteurs de la sécurité et de la prévention,*

*Considérant que l'Agglomération de Saintes et l'Etat inscrivent la stratégie intercommunale de Prévention de la délinquance en adéquation avec les axes des stratégies Nationale et Départementale,*

*Considérant que le bureau du CISPD a fixé 3 axes prioritaires pour cette stratégie :*

- Agir au plus tôt et aller plus loin dans la prévention,*
- Aller vers les personnes les plus vulnérables pour mieux les protéger,*
- Organiser la sécurité du quotidien.*

*Considérant que l'agglomération de Saintes déclinera les actions concrètes de cette stratégie sur la période 2022-2025,*

*Considérant que la stratégie intercommunale intègre le volet Prévention du Contrat de Sécurité Intégré,*

**Il est proposé au Conseil Communautaire :**

- d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant en charge du Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance, à signer la Stratégie Intercommunale de Prévention de la délinquance annexée à la présente délibération.*
- d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant en charge du Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance, à signer tous documents permettant la mise en œuvre de la présente délibération.*

*Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,*

*ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :*

- 60 Voix pour*
- 0 Voix contre*
- 0 Abstention*
- 0 Ne prend pas part au vote*

\*\*\*\*\*

## **2022-6. Gel de la révision et de l'indexation des tarifs des loyers des terrains familiaux pour l'année 2022**

Monsieur Pascal GILLARD indique qu'il est proposé de geler les tarifs des loyers des terrains familiaux pour l'année 2022, compte tenu des difficultés liées à la pandémie connues par ces populations déjà en précarité.

Monsieur Jean-Philippe MACHON souhaite savoir de combien aurait été l'augmentation si elle avait eu lieu. Monsieur Pascal GILLARD ne dispose pas du delta. La population économise 83,16 euros par locataire. La CDA n'encaissera pas 748,44 euros sur les neuf terrains familiaux. Il rappelle qu'il existe une partie d'environ 35 mètres carrés, autour de laquelle quatre caravanes peuvent venir se positionner. Le loyer par caravane s'élève à 416,44 euros. Si deux caravanes sont présentes, le loyer est divisé par deux, et ainsi de suite de sorte, que le montant du loyer à payer par habitant diminue.

Monsieur Jean-Philippe MACHON posait cette question pour des raisons d'équité. La CDA voit ses charges augmenter, tandis que l'ensemble des locataires voient leur loyer indexé augmenter.

Monsieur Pascal GILLARD souligne qu'il s'agit d'une population disposant d'une culture particulière. La pandémie a eu des répercussions sur son activité.

Monsieur Jean-Pierre ROUDIER revient sur une question qui avait été posée quelque temps auparavant concernant la recherche d'un terrain par la CDA. Il demande s'il a été possible d'avancer sur le sujet.

Monsieur Pascal GILLARD indique que le schéma départemental, en charge des gens du voyage, prévoit six terrains familiaux supplémentaires, qui n'existent pas encore. Seules deux communautés de communes disposent de terrains familiaux. Les maires des communes périphériques ont été rencontrés afin d'essayer, en fonction des critères réclamés par l'État, de trouver un terrain le plus adapté afin de recevoir 200 caravanes. Une surface minimale de quatre hectares est nécessaire, de manière à anticiper un éventuel changement de la législation. Des rendez-vous sont programmés afin d'essayer de trouver un espace digne de ce nom pour les grands passages.

En l'absence de questions, Monsieur le Président soumet la délibération au vote.

\*\*\*\*\*

## **RAPPORT**

*Le rapporteur rappelle que la Communauté d'Agglomération de Saintes est compétente pour la gestion des terrains familiaux locatifs à destination des gens du voyage, comme pour la fixation des loyers qui sont dus. Au vu de la pandémie actuelle, les gens du voyage connaissent des difficultés professionnelles et sociales. Il est donc proposé de maintenir la tarification du loyer des parcelles bâties de 2021 pour l'année 2022.*

**Après avoir entendu le rapporteur,**

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,*

*Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République dite loi NOTRe, rendant la compétence « création, aménagement, entretien et gestion d'aires d'accueil des gens du voyage » obligatoire,*

*Vu la loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté,*

*Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021 et notamment l'article 6, I, 6°), « Accueil des Gens du Voyage » et comprenant entre autres « la création, l'aménagement, l'entretien et la gestion des aires d'accueil et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n°2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage »,*

*Vu la délibération n°2018-60 du Conseil Communautaire en date du 15 mars 2018 portant fixation des montants des loyers des terrains familiaux locatifs,*

*Vu la délibération n°2020-255 du Conseil Communautaire en date du 15 décembre 2020 portant gel de la révision et de l'indexation des tarifs des loyers des terrains familiaux pour l'année 2021,*

*Considérant que les personnes gens du voyage présentes sur les terrains familiaux locatifs payent leur loyer directement au comptable public assignataire de Saint-Jean d'Angély et s'acquittent de leurs factures d'eau, d'électricité et d'ordures ménagères,*

*Considérant la révision et l'indexation annuelles des montants des loyers des terrains familiaux locatifs prévues dans la délibération n°2018-60 du Conseil Communautaire en date du 15 mars 2018,*

*Considérant les difficultés professionnelles et sociales que continue de connaître le public défavorisé des gens du voyage en cette période de pandémie,*

**Il est proposé au Conseil Communautaire :**

**- de suspendre** la révision et l'indexation annuelles des montants des loyers des terrains familiaux locatifs prévue le 1<sup>er</sup> janvier 2022.

**- de maintenir** la tarification du loyer des parcelles bâties à la somme de 416,44 € mensuels du 1<sup>er</sup> janvier 2022 au 31 décembre 2022.

- **de charger** Monsieur le Président, ou son représentant en charge des questions relatives aux Gens du Voyage de la notification de cette délibération au comptable public assignataire de Saint-Jean d'Angély.

- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge des questions relatives aux Gens du Voyage, à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 60 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*

### **DÉPLACEMENT, MOBILITÉ, ACCESSIBILITÉ**

\*\*\*\*\*

#### **2022-7. Avenant n°3 : Prolongation de la convention entre la ville de Saintes et la Communauté d'agglomération de Saintes "Aménagement, entretien et mise en accessibilité des arrêts de bus du réseau urbain de transport sur la ville de Saintes"**

Monsieur Philippe DELHOUME rappelle que la convention date de 2015. Les travaux ont pris du retard, et il est nécessaire de la prolonger d'un an afin de pouvoir terminer le dernier arrêt, qui est celui de l'Olympia.

Monsieur Jean-Philippe MACHON demande s'il serait possible de réétudier le positionnement de cet arrêt de bus. Des plaintes ont été émises par les commerçants alentours, à commencer par le boulanger. Il serait utile d'étudier l'emplacement de cet arrêt de bus, qui n'est plus justifié compte tenu du changement de sens de circulation.

Monsieur Philippe DELHOUME précise que la question doit plutôt être posée au service de la ville.

Monsieur Joël TERRIEN confirme qu'il est effectivement prévu de déplacer cet arrêt, et de le placer au niveau de l'école Lemercier.

En l'absence de questions, Monsieur le Président soumet la délibération au vote.

\*\*\*\*\*

### **RAPPORT**

Le rapporteur rappelle qu'en 2015, la Communauté d'agglomération a approuvé le schéma de mise en accessibilité des arrêts de transport, suite à la loi sur l'accessibilité de 2005 qui obligeait la mise en accessibilité de ces arrêts et à l'ordonnance de 2014 qui élargissait l'accessibilité aux bâtiments, espaces publics, et établissements recevant du public.

Concrètement, le schéma avait défini des arrêts prioritaires, principalement sur la ville de Saintes. Ces arrêts prioritaires devaient être aménagés pour 2018.

Pour les communes rurales, un seul arrêt en centre-bourg devait être accessible et les travaux se feraient en accord avec le conseil départemental au fur et à mesure des réaménagements et travaux de voirie.

Suite à des difficultés techniques, à la crise sanitaire et dans l'optique de coordonner ces travaux d'accessibilité avec les travaux de voirie de la Ville de Saintes, la mise en accessibilité des arrêts prioritaires a pris du retard.

Le dernier arrêt ciblé : l'arrêt Olympia, rue Gambetta, sera aménagé en 2022.

**Après avoir entendu le rapporteur,**

Vu le Code Général des collectivités territoriales (CGCT) et notamment son article L. 2143-3,

Vu le Code des transports,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation,

Vu l'application de la loi n°82-1153 du 30 décembre 1982 dite d'Orientation des Transports Intérieurs (LOTI),



*Vu la loi n°2005-102 du 11 février 2005 relative à l'égalité des droits et des chances, de la participation et la citoyenneté des personnes handicapées qui prescrit l'obligation de créer une Commission Intercommunale d'Accessibilité pour les établissements publics de coopération intercommunale compétents en matière de transport ou d'aménagement du territoire dès lors qu'ils regroupent 5 000 habitants ou plus,*

*Vu l'ordonnance n°2014-1090 du 26 septembre 2014, relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées,*

*Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, I, 2) c), relatif à l'« Organisation de la mobilité »,*

*Vu la délibération n°2015-52 du Conseil Communautaire en date du 24 juin 2015 portant approbation du Schéma directeur d'accessibilité - Agenda d'accessibilité programmée (Sd'AP),*

*Vu la délibération n°2015-54 du Conseil Communautaire en date du 24 juin 2015 portant autorisation de signer une convention avec la Ville de Saintes concernant l'aménagement, l'entretien et la mise en accessibilité des arrêts de bus du réseau de transport urbain sur la Ville de Saintes- Désignation d'un maître d'ouvrage unique,*

*Vu la convention entre la Ville de Saintes et la Communauté d'agglomération de Saintes «Aménagement, entretien et mise en accessibilité des arrêts de bus du réseau urbain de transport sur la ville de Saintes - Désignation d'un maître d'ouvrage unique», signée le 21 août 2015,*

*Vu la délibération n°2018-273 du Conseil Communautaire en date du 20 décembre 2018 portant prorogation du Schéma directeur d'accessibilité - Agenda d'accessibilité programmée (Sd'AP) sur les années 2019 et 2020,*

*Vu la délibération n°2019-130 du Conseil Communautaire en date du 27 juin 2019 portant sur l'avenant n° 1 à la convention susnommée et prolongeant les engagements des parties sur un programme d'investissement jusqu'en 2020,*

*Vu l'avenant n° 1 à la convention entre la Ville de Saintes et la Communauté d'agglomération de Saintes « Aménagement, entretien et mise en accessibilité des arrêts de bus du réseau urbain de transport sur la ville de Saintes - Désignation d'un maître d'ouvrage unique », signée le 19 décembre 2019,*

*Vu la délibération n°CC\_2020\_234 du Conseil Communautaire en date du 15 décembre 2020 portant sur l'avenant 2 à la convention susnommée et prolongeant les engagements des parties sur un programme d'investissement jusqu'à la fin de l'année 2021,*

*Vu l'avenant n° 2 à la convention entre la Ville de Saintes et la Communauté d'agglomération de Saintes « Aménagement, entretien et mise en accessibilité des arrêts de bus du réseau urbain de transport sur la ville de Saintes - Désignation d'un maître d'ouvrage unique », signée le 22 janvier 2021,*

*Considérant que fin 2021, il restait l'arrêt Olympia à mettre en accessibilité,*

*Considérant qu'afin de coordonner les travaux d'accessibilité avec les travaux de la ville de Saintes, l'arrêt sera réalisé courant de l'année 2022,*

*Considérant qu'il convient de prolonger les engagements des parties jusqu'à la fin de la mise en œuvre du Sd'AP, soit jusqu'à la fin de l'année 2022,*

**Il est proposé au Conseil Communautaire :**

**- d'approuver** le projet ci-joint d'avenant n°3 de prolongation de la convention entre la ville de Saintes et la Communauté d'Agglomération de Saintes « Aménagement, entretien et mise en accessibilité des arrêts de bus du réseau urbain de transport sur la ville de Saintes ».

**- d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge des Transports et de la Mobilité, à signer tous les documents afférents à ce dossier.

**Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,**

**ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :**

- 60 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*

## **2022-8. Autorisation de signer l'avenant n°2 à la convention relative à l'application des tarifs multimodaux PASS CAR + BUS en Charente-Maritime**

Monsieur Philippe DELHOUME rappelle qu'un avenant avait déjà été voté lors du Conseil Communautaire du 24 novembre, afin de modifier certains articles de la convention à la suite de la mise en place d'une billetterie pour le réseau interurbain. La région Nouvelle-Aquitaine a acté une augmentation de ses tarifs régionaux. L'avenant n°2 a pour objet de mettre à jour les tarifs CAR + BUS en adéquation avec la nouvelle gamme de tarifs régionale. Les nouveaux tarifs ont été communiqués, une variation de quelques euros est observée par rapport à l'année précédente.

Monsieur Pierre MAUDOUX souhaiterait connaître le montant de l'augmentation de manière plus précise. Il est difficile de se prononcer sur une augmentation sans en connaître le montant.

Monsieur Philippe DELHOUME précise que le tarif 2020 pour la carte bus hebdomadaire était de 20 euros. La carte passe à 22 euros. Le pass jeunes passe de 14,50 euros à 15 euros. La carte mensuelle passe quant à elle de 62 euros à 65 euros, tandis que le pass jeunes mensuel passe de 35 euros en 2020 à 36,50 euros en 2022. Enfin, la carte annuelle passe de 500 à 525 euros, et la carte annuelle jeunes de 300 à 315 euros.

Monsieur Pierre MAUDOUX demande ce qu'il adviendrait si la CDA refusait de suivre cette augmentation.

Monsieur le Président précise que cette augmentation est imposée.

Monsieur Rémy CATROU rappelle que l'objectif à terme de la gratuité doit demeurer présent. Il fait partie des éléments allant dans le sens d'une planète un peu plus propre.

\*\*\*\*\*

### **RAPPORT**

*Le rapporteur rappelle que dès 1999, le Département de la Charente-Maritime et ses agglomérations de Rochefort, Royan, Saintes et La Rochelle ont travaillé en concertation pour notamment développer l'intermodalité sur les principaux axes de mobilité du département tout en préservant la diversité des réseaux et de leurs opérateurs respectifs.*

*Ainsi, un titre de transport unique a été mis en place et développé. L'ambition de ce titre visait à faciliter l'usage combiné des différents moyens de transports sur le territoire de la Charente-Maritime pour satisfaire et faciliter les déplacements réguliers et ponctuels.*

*Suite à la loi Notre, la Région Nouvelle-Aquitaine et les Autorités Organisatrices de la Mobilité ont souhaité pérenniser la tarification multimodale entre les réseaux urbains « Yelo », « Cara'bus », « R'Bus », « Buss » et le réseau interurbain. Elles ont signé à cette fin la convention Modalis CAR + BUS, qui a pris effet au 1<sup>er</sup> janvier 2020 et s'achèvera au 3 août 2023.*

*Cette convention formalise l'organisation des prestations techniques, juridiques et financières incombant à chaque partie entre les réseaux urbains et le réseau interurbain en Charente-Maritime.*

*L'avenant n°1 a eu pour objet de modifier certains articles de la convention suite à la mise en place du système billettique CONDUENT sur le réseau interurbain.*

*Par délibération du 18 octobre 2021, la Région Nouvelle-Aquitaine a acté l'augmentation de la gamme tarifaire des transports régionaux.*

*L'avenant n°2 a donc pour objet de mettre à jour les tarifs des titres des Pass CAR+BUS en adéquation avec la nouvelle gamme tarifaire régionale et de prévoir les modifications éventuelles des tarifs à venir d'ici la fin de la convention, pouvant être à l'initiative des différentes autorités organisatrices.*

### **Après avoir entendu le rapporteur,**

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L. 5721-1 et suivants,*

*Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (dite loi MAPTAM),*

*Vu la loi n°2015-998 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (dite loi NOTRe),*

*Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, I, 2), c), relatif à l'« Organisation de la mobilité »,*

*Vu la délibération n°2020-71 du Conseil Communautaire en date du 13 février 2020 autorisant la signature de la convention relative à l'application des tarifs multimodaux Pass CAR + BUS en Charente-Maritime,*

*Vu la délibération n°2021-196 du Conseil Communautaire en date du 24 novembre 2021 autorisant la signature de l'avenant n°1 à la convention relative à l'application des tarifs multimodaux Pass CAR + BUS en Charente-Maritime,*

*Considérant que la Région Nouvelle-Aquitaine et les Autorités Organisatrices de la Mobilité ont souhaité pérenniser la tarification multimodale entre les réseaux urbains « Yelo », « Cara'bus », « R'Bus », « Buss » et interurbains de la Région,*

*Considérant qu'elles ont acté à cette fin les principes d'une convention relative à l'application des tarifs multimodaux Pass CAR + BUS en Charente-Maritime, qui a pris effet le 1<sup>er</sup> janvier 2020 jusqu'au 3 août 2023, désignée ci-après « convention Pass CAR+BUS »,*

*Considérant que le 18 octobre 2021, la Région Nouvelle-Aquitaine a acté l'augmentation de la gamme tarifaire des transports régionaux,*

*Considérant qu'il convient de modifier certains articles de la convention pour mettre à jour les tarifs des titres des Pass CAR+BUS, en adéquation avec la nouvelle gamme tarifaire régionale et qu'il convient également de prévoir les modifications éventuelles des tarifs à venir d'ici la fin de la convention, pouvant être à l'initiative des différentes autorités organisatrices,*

*Considérant que l'avenant n°2 à la convention n'a pas d'impact sur la concession de Service Public du réseau de transport urbain,*

***Il est proposé au Conseil Communautaire :***

***- d'approuver les termes de l'avenant n°2 ci-joint.***

***- d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant en charge des Transports et de la Mobilité, à signer cet avenant n°2 ainsi que tous les documents y afférents.***

*Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,*

*ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :*

- 55 Voix pour*
- 5 Voix contre (M. Michel ROUX, M. Pierre MAUDOUX en son nom et celui de Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE, M. Rémy CATROU et Mme Florence BETIZEAU)*
- 0 Abstention*
- 0 Ne prend pas part au vote*

\*\*\*\*\*

#### **ÉDUCATION, ENFANCE, FAMILLE**

\*\*\*\*\*

#### **2022-9. Engagement Ecole Territoire - autorisation de signer le protocole d'engagement avec l'Inspection académique et la Préfecture - Années scolaires 2022-2023, 2023-2024 et 2024-2025**

Monsieur Éric PANNAUD rappelle que le sénateur Durand avait été reçu en 2017. L'Agglomération commençait à connaître des difficultés importantes en matière d'effectifs, avec plus de 5 000 enfants scolarisés sur l'ensemble de la CDA. Ils sont à peine plus de 4 300 aujourd'hui. A l'époque, le cabinet Éducation et Territoires avait suivi l'Agglomération durant près d'un an sur le sujet. Les travaux avaient été rendus en juin 2019. Une chute spectaculaire du nombre d'enfants inscrits est observée depuis. En 2019, un premier contrat de ruralité a été conclu, dont le nom a désormais évolué vers contrat d'engagement école et territoire. L'objet était de tenter de limiter l'impact de cette chute démographique sur les fermetures de classes. L'Éducation Nationale met ou non des professeurs à disposition, la fermeture de classes demeurant de sa compétence. Des situations très complexes avaient été vécues, et le souhait était d'anticiper et de trouver une solution pour éviter cette fuite de professeurs et cette baisse de services scolaires proposés. La volonté est de tout mettre en œuvre pour que les enfants réussissent au sein des écoles. De nombreuses réunions ont eu lieu afin de trouver des solutions et une nouvelle organisation. L'idée est de proposer une organisation à moyen et long terme permettant de sacrifier les postes d'enseignants sur un territoire.

Les chiffres des naissances de 2021 sont quasiment identiques à ceux de 2020, et sont d'à peine 430 naissances. Par ailleurs, des mouvements de population sont observés, et le total des naissances ayant eu

lieu trois ans auparavant ne se retrouve pas complètement en petite section, même s'il est très proche. Le dossier a été retravaillé, et traduit dans un nouveau contrat pour les années scolaires 2022 à 2024.

Monsieur Pierre MAUDOUX comprend que la problématique de la perte d'effectif des enfants est complexe. Dans le cadre de la restructuration de la carte scolaire, il demande si la sécurité du transport pour les enfants est intégrée, de même que la déstructuration des communes qui perdent leurs écoles et voient de ce fait leurs commerces en difficultés. Il s'interroge sur les compensations que la CDA peut apporter.

Monsieur Éric PANNAUD indique que l'engagement de l'Agglomération est toujours d'assurer que lorsqu'une école s'inscrit dans un RPI, un transport a obligatoirement lieu de la commune vers l'école. Un accueil périscolaire est prévu au sein de chaque école, ce qui participe à la réorganisation. Les organisations de ces RPI multiples sont très complexes, les équipes pédagogiques bougent d'une année à l'autre, avec des découpages de cohortes également complexes. Les projets pédagogiques sont compliqués à porter. L'une des raisons de l'existence de cette carte scolaire est d'éviter la perte de professeurs. Le cas s'est présenté à Burie, lorsqu'une classe a fermé, trois professeurs ont demandé à partir, et l'équipe s'est trouvée complètement renouvelée, avec des professeurs qui viennent parfois de loin et ne restent pas en dehors des heures de cours. Il est difficile de porter le projet pédagogique et de travailler en équipe dans ces conditions.

Pour ce qui est des compensations, certaines écoles éprouvent parfois des difficultés à accepter qu'elles doivent fermer afin de mieux scolariser leurs enfants. Certaines écoles se retrouvent avec une ou deux classes, et l'idée est d'éviter ces situations. A Dompierre, l'Agglomération a récupéré le bâtiment et créé une micro-crèche. A Saintes, le souhait était de trouver une solution pour Saint-Exupéry, qui comprenait 42 espaces de classe pour seulement 24 utilisés. Une alternative a été recherchée, l'ingénierie de l'Agglomération doit être présente pour trouver des solutions.

Monsieur le Président rappelle que l'Éducation Nationale est à l'origine de la fermeture des classes, et que l'Agglomération subit la situation.

Madame Florence BETIZEAU déclare que les conséquences de la crise sanitaire, amplifiées par la politique libérale menée depuis des années, impactent très fortement les enfants et l'Éducation Nationale. Sortir de cette crise pour un monde meilleur et en étant mieux armés pour lutter contre d'autres catastrophes suppose d'investir avec ambition dans le service public, en particulier celui de l'Éducation et de la Recherche. En cette période d'extrême fragilisation du service public d'Éducation lié à la crise sanitaire du Covid-19, aux difficultés d'assurer la continuité pédagogique des élèves, et pour ne pas réagir par l'indifférence à l'engagement très fort des enseignants et des parents pour l'intérêt pédagogique des enfants, le groupe Saintes Écologique et Solidaire demande à l'ensemble des élus de bien réfléchir à leur vote, et d'envisager un moratoire avant toute fermeture de classe ou d'écoles. Il convient de ne pas fragiliser davantage les écoles publiques, et de ne pas réaliser d'économies sur le dos des enfants, qui méritent beaucoup mieux. Madame BETIZEAU est profondément choquée par la fin du RPI de Luchat-Pisany-La Clisse. L'école de Luchat dispose désormais d'une classe neuve, d'une garderie et d'une cantine. Pisany dispose certes d'un terrain de football, mais régulièrement inondé. La politique libérale de ce gouvernement a pour objectif de réaliser des économies. Ces économies s'effectueront au détriment des enfants, et accentueront les déséquilibres territoriaux existants de la démographie scolaire et du corps enseignant. Une classe qui ferme représente un service public de proximité qui disparaît au détriment de la vie et des relations humaines de la commune. Pourquoi ne pas se contenter d'agrandir, de rénover les classes et d'investir dans une vraie salle de sport, qui manque cruellement dans l'Ouest de l'Agglomération ? Il pourrait s'agir d'une salle polyvalente, qui profiterait à l'ensemble des communes environnantes. Une dynamique démographique pourrait ainsi être relancée dans le milieu rural, accompagnée de nombreux autres impacts comme l'emploi et l'investissement. Madame BETIZEAU insiste sur le fait que la qualité de l'éducation n'a pas de prix. Il est question de l'avenir des enfants, qui feront le monde de demain, et de l'avenir commun de tous.

Monsieur Rémy CATROU partage les propos de Madame BETIZEAU. Il a lu très attentivement le dossier. Le verbiage est intéressant, il est question de « réorganisation géographique des écoles pour la réussite des élèves ». Ce premier point induit que l'organisation géographique des écoles influe sur la réussite des élèves. Il se demande quel indicateur en apporte la preuve, et comment il est possible de mesurer la réussite d'un élève. Il s'interroge ensuite sur la notion de « classe à effectif adapté ». La notion générale en matière de pédagogie relative à l'effectif d'une classe est que quand l'effectif est trop élevé, les élèves les plus fragiles sont impactés. L'expérience du dédoublement des CP a conforté ce fait. Diminuer le nombre d'élèves moyen par classe constitue l'adaptation la plus sérieuse, et la seule capable d'apporter un résultat. Certaines mesures sont peu claires. L'idée de regrouper est clairement affichée, afin de mutualiser les moyens. L'objectif semble être de parvenir au moindre coût, ce qui revient à optimiser les postes, et donc à ne pas diminuer le nombre moyen d'élèves en classe. Le ministère chasse les postes de fonctionnaires, et cette

politique remonte à plusieurs décennies. Elle répond à une directive européenne de dégraisser les effectifs de fonctionnaires. Or, sans fonctionnaires, il n'existe plus de service public. La démonstration en a été effectuée à l'hôpital ou à La Poste. Autre point, la réduction du temps de transport avancée doit être démontrée. Le constat sera certainement plus tard que rien n'a changé. Les bons leviers ne sont pas mobilisés, de plus la volonté n'est pas présente. Chez les enseignants et les parents d'élèves, un passage a eu lieu de « l'école de la confiance » à la défiance la plus totale envers un ministère qui a haussé le mensonge et le mépris comme seules règles de gestion de sa politique. Il est précisé que des indicateurs de suivi annuels seront définis, et permettront de mesurer les effets des décisions afin de préparer la rentrée 2022. Or, les personnels travaillant dans les écoles savent que la rentrée 2022 est d'ores et déjà prête. La gestion par les indicateurs va surtout permettre de justifier les choix en lien avec l'optimisation des personnels. Elle va engendrer une vision globale à base de statistiques, qui feront oublier que l'instruction et l'éducation sont d'abord des interactions humaines et professionnelles, non assujetties à une priorité comptable. L'épreuve des confinements, avec la généralisation de l'enseignement en distanciel, est un échec. Rien ne remplace l'enseignant, l'humain qui maîtrise une compétence professionnelle. Des notions nouvelles apparaissent, comme la réorganisation géographique, la reconfiguration du réseau d'écoles, les pôles éducatifs, les structures ouvertes et stabilisées, les dispositifs pédagogiques innovants, ou encore le soutien pédagogique aux équipes éducatives. Ces belles formules, au sens flou, pourraient laisser imaginer une école paradisiaque à venir. Elles habillent cependant la répétition du mot « fermeture ». La lecture des engagements de l'Éducation Nationale ne rassure pas davantage. Il est par ailleurs indiqué que « l'évolution démographique fragilise la carte scolaire ». Ce point renvoie au choix qui doit être effectué pour les enfants, entre des classes à 28 ou 29 et des classes à 23 ou 24.

Monsieur le Président évoque la question du dédoublement des classes de CP. L'Agglomération ne peut pas en bénéficier, dans la mesure où son collège ne dessert pas uniquement des quartiers prioritaires. Il souhaiterait que les candidats aux élections législatives se penchent sur le sujet.

Monsieur Éric PANNAUD souhaite répondre à un certain nombre de remarques. Il est certain que lorsqu'un RPI comprend deux sites de deux classes et un site d'une classe, il est difficile de porter un projet pédagogique. Il est persuadé que des RPI concentrés sont plus simples. Les collectivités peuvent alors investir de manière concentrée. A Chaniers par exemple, le projet a permis de conserver la classe, et les trois directeurs ont de plus obtenu une décharge. Le scénario du centre-ville est discuté depuis un certain temps, et des éléments font qu'il n'aboutira pas. La ville comptait environ 3 000 enfants quelque temps auparavant, ils sont désormais moins de 1 700. Il est évident qu'il n'est pas possible de conserver les mêmes structures aux mêmes endroits. L'engagement de ce contrat École et Territoires est aussi de bénéficier de classes de 23-24 élèves, ce qui n'est pas possible sur des sites qui comptent deux à trois classes. Les mouvements de familles qui partent ou arrivent font alors osciller le nombre d'élèves entre 20 et 28. Par ailleurs, l'objectif est bien de conserver des écoles de cinq ou six classes, avec une équipe concentrée.

Monsieur Rémy CATROU ne doute pas de la bonne volonté de ce qui a été réfléchi. Malgré tout, contractualiser avec l'État représente un risque compte tenu de la politique qu'il mène sur les postes. Tout laisse à penser qu'il ne tiendra pas ses engagements, il réfléchit à l'échelle du département et du pays, et non à celle du territoire qui entoure la CDA. La politique de récupération des postes n'est toujours pas changée. D'autres projets sont nécessaires, tant que la conception demeurera celle de la gestion comptable des personnels, la conséquence ne pourra pas être autre que de fermer les postes.

Monsieur Éric PANNAUD précise que l'engagement sur ce contrat fait que les postes sont figés. Il invite donc l'ensemble de ses collègues, y compris ceux à l'extérieur de l'Agglomération, à s'engager sur le même type de projet.

Monsieur le Président ajoute que si l'Agglomération ne contractualise pas, elle demeure à la merci d'un choix arbitraire de la directrice départementale, ce qui posera des problèmes de réorganisation. Il semble préférable d'anticiper, même si la situation n'est pas parfaite. Le souhait est d'être écoutés.

Monsieur Rémy CATROU souligne que les RPI ont plus de cinquante ans, et datent de la fin des années 1960. Ce dispositif technique avait été mis en place au début de l'exode rural, et a fait ses preuves. Les classes uniques ont existé, et n'ont jamais empêché les enfants de réussir leur scolarité. Ce système existait encore récemment dans certains villages de l'académie. Il comprend la démarche d'inciter l'État à s'engager, cependant pour apporter une plus-value pédagogique aux élèves, il convient d'arrêter les fermetures de classes, de faire baisser le nombre moyen d'élèves par classes et d'injecter des personnels spécialisés.

En l'absence d'autres questions, Monsieur le Président soumet la délibération au vote.

\*\*\*\*\*

*Le rapporteur rappelle qu'afin d'anticiper les baisses prévisionnelles des effectifs scolaires, une démarche sur l'organisation d'un schéma éducatif communautaire a été initiée en 2017 et ce travail autour de la carte scolaire s'est concrétisé par la signature du protocole d'engagement pour l'accompagnement à la restructuration du schéma éducatif avec l'Inspection Académique pour 3 ans, et qui prend fin en juillet 2022.*

*La Communauté d'Agglomération de Saintes est engagée avec l'Education Nationale dans une proposition d'offre pédagogique et éducative globale en favorisant le regroupement de classes sur un même site, dans l'intérêt des élèves, en vue d'assurer la réussite de tous.*

*Cet engagement avec l'Education Nationale vise à optimiser les conditions d'apprentissage des enfants en évitant chaque année des fermetures de classes subies et en préservant les moyens humains et financiers que l'Education Nationale consacre aux écoles de l'agglomération, et vise à garantir l'égalité des chances en assurant un accueil scolaire et des enseignements de qualité sur la CDA de Saintes.*

*Un protocole « engagement école territoire » couvrant les années scolaires 2022-2023, 2023-2024 et 2024-2025 est proposé dans la continuité du précédent protocole afin de poursuivre la réflexion partagée pour concevoir l'école de demain dans une dynamique de « pôles scolaires et éducatifs » sur la Communauté d'Agglomération de Saintes.*

**Après avoir entendu le rapporteur,**

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,*

*Vu le Code de l'Education,*

*Vu la loi n°2019-791 du 26 juillet 2019 pour une école de la confiance, et notamment l'article L. 111-1 modifié, et l'article 2 qui vise à lutter contre les inégalités sociales et territoriales en matière de réussite scolaire et éducative,*

*Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, III, 2°), relatif à l'« Education Enfance Jeunesse»,*

*Vu la délibération n°2019-134 du Conseil Communautaire du 27 juin 2019 autorisant la signature de la convention d'accompagnement à la restructuration du schéma éducatif de la CDA de Saintes 2019-2022,*

*Considérant que l'engagement avec l'Education Nationale vise à accompagner et sécuriser la CDA de Saintes dans la réorganisation de la carte scolaire sur le territoire,*

*Considérant que les engagements pris sur les bassins Est, Ouest et Saintes permettront de maintenir des postes quelles que soient les variations d'effectifs que pourraient connaître les sites concernés dans les 3 années à venir, dans le cadre de cette contractualisation avec l'Education Nationale,*

*Considérant que l'objectif fondamental de ce projet est la recherche d'une véritable plus-value pédagogique pour favoriser la réussite des élèves,*

*Considérant que ce projet doit renforcer l'attractivité du territoire et valoriser une nouvelle organisation scolaire tournée vers l'avenir,*

*Considérant que ce protocole valide les engagements issus des travaux actuels et portés par les élus,*

*Considérant qu'il est nécessaire de renouveler ce partenariat,*

*Considérant que si de nouveaux engagements liés à l'organisation du schéma éducatif venaient le jour, la Communauté d'Agglomération de Saintes pourrait solliciter la signature d'avenants à ce protocole, afin que l'accord de principe obtenu de l'Education Nationale favorisant les projets de regroupement ou de redécoupage puisse bénéficier à ces sites,*

**Il est proposé au Conseil Communautaire :**

- **d'approuver** les termes du protocole « Engagement Ecole Territoire » ci-joint couvrant les années scolaires 2022-2023, 2023-2024 et 2024-2025.

- **d'autoriser** le Président ou son représentant en charge de l'Education, de l'Enfance et de la Famille à signer le protocole d'engagement ainsi que tout avenant ou document y afférent.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 53 Voix pour
- 5 Voix contre (M. Jean-Claude CHAUVET, M. Michel ROUX, M. François EHLINGER, M. Rémy CATROU et Mme Florence BETIZEAU)
- 2 Abstentions (M. Pierre MAUDOUX en son nom et celui de Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE)
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*

## **2022-10. Modification de l'annexe financière n° 2 du règlement de fonctionnement des structures petite enfance - Approbation des tarifs 2022**

Madame Véronique CAMBON rappelle que chaque année, la Caisse Nationale d'Allocations Familiales fixe une nouvelle base de calcul plancher et plafond pour les structures d'accueil de la petite enfance au niveau national. La participation des familles est variable selon les revenus et le nombre d'enfants à charge. Il est proposé d'abroger la précédente annexe 2 du règlement, d'approuver les nouveaux tarifs applicables au 1<sup>er</sup> janvier 2022, et de procéder à leur diffusion auprès des familles.

En l'absence de questions, Monsieur le Président soumet la délibération au vote.

\*\*\*\*\*

### **RAPPORT**

Le rapporteur rappelle que les tarifs de la petite enfance sont fixés par la Caisse Nationale d'allocations familiales (CNAF) et sont identiques sur l'ensemble du territoire national. Ils sont calculés en fonction des ressources des familles et du nombre d'enfants à charge.

La CAF impose les taux de participation des familles pour calculer les tarifs horaires et en contrepartie, complète pour atteindre un tarif fixé en fonction des prestations offertes par l'établissement (fourniture des couches, des repas). En 2021, le montant pour la CDA de Saintes était de 5,72€/h.

La CNAF détermine chaque année un plancher et un plafond de ressources à prendre en compte. En cas d'absence de ressources, on doit considérer un forfait minimal de ressources appelé « **Plancher** » et le « **plafond** » correspond à une limite de ressources mensuelles au-dessus de laquelle le tarif ne varie plus.

La CDA doit délibérer chaque année pour pouvoir appliquer le tarif plancher et le tarif plafond déterminé par la CNAF, mais aussi le **tarif moyen** qui est utilisé comme tarif d'accueil d'urgence.

**Après avoir entendu le rapporteur,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article L. 311-8 du Code de l'Action Sociale et des Familles précisant que « pour chaque établissement ou service social ou médico-social, il est élaboré un projet d'établissement ou de service, qui définit ses objectifs, notamment en matière de coordination, de coopération et d'évaluation des activités et de la qualité des prestations, ainsi que ses modalités d'organisation et de fonctionnement »,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, III, 2°), relatif à l'« Education Enfance Jeunesse », comprenant entre autres « La Petite Enfance (enfants de 0 à 3 ans) »,

Vu la délibération n°2020-122 du Conseil Communautaire en date du 30 juillet 2020, transmise au contrôle de légalité le 6 août 2020, portant délégation du Conseil Communautaire au Bureau Communautaire notamment pour « Approuver le règlement intérieur concernant les services ou structures de l'établissement (aire d'accueil des gens du voyage, hôtel d'entreprises, établissements d'accueil de l'enfance et de la petite enfance, équipements aquatiques, politique des déchets...) hors tarification ainsi que leurs avenants »,

Vu la délibération n°2021-6 du Conseil Communautaire en date du 26 janvier 2021 portant modification de l'annexe financière n°2 du règlement de fonctionnement des structures petite enfance et approbation des tarifs,

Vu la délibération n°2021-1 du Bureau Communautaire en date du 19 janvier 2021, approuvant la modification du règlement de fonctionnement des structures petite enfance de la CDA de Saintes et l'annexe 1 fixant la modularité,

Considérant que l'annexe financière n°2 du règlement de fonctionnement des structures de la petite enfance, relative à l'approbation des tarifs, fait l'objet d'une adoption en Conseil Communautaire,

Considérant que les tarifs plafond et plancher pratiqués dans les structures petite enfance sont fixés par la Caisse Nationale des Allocations Familiales (CNAF), ainsi que les taux de participation familiale,

Considérant la circulaire n°2019-005 de la Caisse Nationale d'Allocations Familiales en date du 5 juin 2019, fixant le tarif plafond mensuel à 6.000,00€ pour l'année 2022, et les taux de participation familiale pour l'année 2022 selon le tableau ci-dessous :

	Nombre d'enfants à charge					
	1	2	3	4 à 5	6 à 7	8 à 10
Accueil collectif	0,0619%	0,0516%	0,0413%	0,0310%	0,0310%	0,0206%
Accueil familial	0,0516%	0,0413%	0,0310%	0,0310%	0,0206%	0,0206%

Ce taux est appliqué aux ressources nettes annuelles N-2/12 pour déterminer le tarif horaire.

Considérant que la CNAF a évalué le tarif Plancher pour 2022 à 712,33€,

Considérant que le tarif moyen (obtenu en divisant la participation des familles variable selon les revenus des familles et le nombre d'enfants à charge par les heures facturées) pour 2022 (calculé sur l'année 2021) s'élève à 1,45€/h, toutes structures confondues, mais qu'il doit être calculé pour chacune des structures,

	Participations familles	Heures facturées	Prix moyen/heure
A petits pas	19 063,11 €	16 714,50	1,14 €
La Passerelle	37 807,05 €	25 878,96	1,46 €
1,2,3 soleil (crèche collective)	91 249,14 €	60 016,52	1,52 €
1,2,3 soleil (crèche familiale)	53 967,87 €	36 732,09	1,47 €
Micro-crèche	17 875,91 €	12 619,26	1,42 €
TOTAL	219 963,08 €	151 961,33	1,45 €

Considérant la volonté de la Communauté d'Agglomération de Saintes d'harmoniser la tarification des structures petite enfance, le tarif d'accueil d'urgence s'aligne sur le tarif moyen,

**Il est proposé au Conseil Communautaire :**

- **d'abroger** l'annexe financière n°2 du règlement de fonctionnement des structures petite enfance portant sur les tarifs approuvés par délibération n°2021-6 du Conseil Communautaire en date du 26 janvier 2021 à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022.
- **d'approuver** l'annexe financière n°2 du règlement de fonctionnement des structures petite enfance portant sur les tarifs ci-jointe applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022.
- **de procéder** à sa diffusion auprès des familles bénéficiant de ce service et son affichage au sein des structures petite enfance de la Communauté d'Agglomération de Saintes ainsi qu'au siège de la CDA à l'accueil de la Direction Education Enfance Famille.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 59 Voix pour
- 1 Voix contre (M. MAUDOUX au nom de Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE)
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*

**UNE AGGLOMÉRATION DOTÉE DE SERVICES SUPPORTS**



\*\*\*\*\*

## RESSOURCES HUMAINES

\*\*\*\*\*

### **2022-11. Direction des Ressources Humaines : Recrutement de personnel sous contrat de droit public à durée déterminée**

Madame Marie-Line CHEMINADE indique qu'il est question du recrutement d'un(e) gestionnaire de formation. Un agent a obtenu une mutation externe, et il est proposé de le remplacer. La déclaration légale de vacance d'emploi a été publiée au centre de gestion le 27 décembre dernier. Au vu des démarches de recrutement par voie statutaire, qui se sont révélées infructueuses, il convient de faire appel à un agent contractuel pour ce poste, qui concerne la gestion de la formation des agents sur la CDA.

En l'absence de questions, Monsieur le Président soumet la délibération au vote.

\*\*\*\*\*

### **RAPPORT**

*Le rapporteur rappelle qu'en application de l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement. La délibération précise le grade ou, le cas échéant, les grades correspondant à l'emploi créé. Elle indique, le cas échéant, si l'emploi peut également être pourvu par un agent contractuel sur le fondement de l'article 3-3 de la loi du 26 janvier 1984. Dans ce cas, le motif invoqué, la nature des fonctions, les niveaux de recrutement et de rémunération de l'emploi créé sont précisés.*

*Suite à une mutation externe d'un agent de la Direction des Ressources Humaines et à une procédure de recrutement par voie statutaire infructueuse, la présente délibération vise à autoriser de pourvoir l'emploi par un agent contractuel sur la base de l'article 3-3 2° de la loi du 26 janvier 1984 et d'en définir les modalités :*

- Temps de travail : temps complet
- Date d'effet du contrat : 1<sup>er</sup> avril 2022
- Niveau : poste de contractuel équivalent catégorie B
- Définition du poste : Gestionnaire formation
- Type et durée du contrat : de droit public à durée déterminée d'une durée maximale de trois ans, renouvelable dans la limite d'une durée totale de six ans
- Rémunération : dans la limite du 10<sup>ème</sup> échelon de la grille indiciaire applicable aux rédacteurs territoriaux
- Régime indemnitaire en vigueur
- Conditions de travail générales et avantages applicables aux agents de l'établissement

**Après avoir entendu le rapporteur,**

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT),*

*Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,*

*Vu le tableau des effectifs,*

*Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021,*

*Considérant les besoins de la Direction des ressources humaines à savoir la mutation externe d'un agent et la nécessité de le remplacer,*

*Considérant les missions figurant dans la fiche de poste ci-annexée,*

*Considérant la déclaration légale de vacance d'emploi effectuée auprès du Centre de gestion le 16 juillet 2021,*

*Considérant, les démarches de recrutement par voie statutaire étant demeurées infructueuses, qu'il convient de faire appel à un agent contractuel, selon les modalités suivantes :*

- Application de l'article 3-3-2° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 relative à la fonction publique territoriale
- Temps de travail : temps complet

- *Date d'effet du contrat : 1<sup>er</sup> avril 2022*
- *Niveau : poste de contractuel équivalent catégorie B*
- *Définition du poste : Gestionnaire formation*
- *Type et durée du contrat : de droit public à durée déterminée d'une durée maximale de trois ans, renouvelable dans la limite d'une durée totale de six ans*
- *Rémunération : dans la limite du 10<sup>ème</sup> échelon de la grille indiciaire applicable aux rédacteurs territoriaux*
- *Régime indemnitaire en vigueur*
- *Conditions de travail générales et avantages applicables aux agents de l'établissement*

*Considérant les crédits prévus au budget 2022, chapitre 012,*

*Il est proposé au Conseil Communautaire :*

- ***d'autoriser le recrutement d'un agent par voie de contrat de droit public à durée déterminée, selon les modalités susvisées.***
- ***d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant en charge des Ressources Humaines et du Dialogue Social, et de l'Administration générale à signer tout document à cet effet.***

*Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,*

*ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :*

- *58 Voix pour*
- *0 Voix contre*
- *2 Abstentions (M. Pierre MAUDOUX en son nom et celui de Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE)*
- *0 Ne prend pas part au vote*

\*\*\*\*\*

## **2022-12. Direction Education, Enfance et Jeunesse - recrutement de personnel en CDD**

Madame Marie-Line CHEMINADE précise qu'il s'agit d'un poste de coordinateur jeunesse. La déclaration légale de vacance a été publiée au centre de gestion 17 en juillet 2021. Au vu des démarches de recrutement par voie statutaire infructueuses, il convient de faire appel à un agent contractuel.

Dans ce cas comme dans le précédent, il s'agit d'un contrat de trois ans renouvelable jusqu'à six ans maximum.

Monsieur Rémy CATROU s'étonne de cette durée de trois ans pour un coordinateur jeunesse. Des jeunes seront certainement encore présents au-delà des trois ans. Par principe, il ne vote plus en faveur des CDD, et demande que des CDI soient examinés pour ces personnes.

Madame Marie-Line CHEMINADE précise que le contrat de trois ans est renouvelable jusqu'à six ans, avant d'être transformé en CDI.

Monsieur Rémy CATROU considère que cette organisation devrait être modifiée. Dans une perspective d'installation à long terme sur la ville, un CDI est totalement mérité.

Monsieur le Président précise qu'il est nécessaire de passer des concours, il s'agit du fonctionnement de la fonction publique. Il n'est pas possible de trouver des fonctionnaires qui postulent sur cette fonction, et le poste est créé afin de pouvoir accueillir une personne en CDD, qui sera recrutée en CDI si elle fait l'affaire.

Monsieur Pierre MAUDOUX observe que la lutte contre la précarité a été évoquée en introduction de ce Conseil. L'ampleur de cette précarité n'était pas forcément connue.

Monsieur le Président souligne qu'aucun élément n'a été caché, les contrats horaires remontent à la prise de compétence Éducation et visaient à répondre à la demande des maires de remplacement rapide des agents qui seraient absents. Cette mesure n'est néanmoins pas satisfaisante. Dans le cas présent, la personne qui fait l'affaire a peu de risques de ne pas continuer, la CDA aura tout intérêt à la conserver du fait des difficultés de recrutement. Il s'agit d'une problématique inhérente à la fonction publique. Ce statut permet de recruter des personnes qui disposent des compétences. L'avantage de cette période de CDD est qu'elle permet de vérifier si les personnes correspondent au poste.

Monsieur Pierre MAUDOUX souhaite savoir s'il existe d'autres contrats horaires que ceux déjà évoqués au sein de la CDA.

Monsieur le Président répond qu'il existe des CDD au niveau de la Régie des Déchets, selon le même principe. La possibilité de les transformer en CDI est à l'étude, la volonté est réellement de mettre fin à ces situations, qui semblent injustifiées.

Monsieur Pierre MAUDOUX évoque le cas des personnes qui ne seraient pas satisfaites du nombre d'heures prévues par leur contrat.

Madame Marie-Line CHEMINADE indique qu'un travail d'optimisation est prévu.

Monsieur le Président souligne que le nombre d'heures doit correspondre aux besoins. En l'absence d'autres questions, Monsieur le Président soumet la délibération au vote.

\*\*\*\*\*

## **RAPPORT**

*Le rapporteur rappelle qu'en application de l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement. La délibération précise le grade ou, le cas échéant, les grades correspondant à l'emploi créé. Elle indique, le cas échéant, si l'emploi peut également être pourvu par un agent contractuel sur le fondement de l'article 3-3 de la loi du 26 janvier 1984. Dans ce cas, le motif invoqué, la nature des fonctions, les niveaux de recrutement et de rémunération de l'emploi créé sont précisés.*

*Suite à la fin de contrat, établi sur la base de l'article 3-2 de la loi du 26 janvier 1984, de l'agent occupant le poste de coordinateur jeunesse et à une procédure de recrutement par voie statutaire infructueuse, la présente délibération vise à autoriser de pourvoir l'emploi par l'agent en poste sur la base de l'article 3-3 2° de la loi du 26 janvier 1984 et d'en définir les modalités :*

- *Temps de travail : temps complet*
- *Date d'effet du contrat : 13 mars 2022*
- *Niveau : poste de contractuel équivalent catégorie B*
- *Définition du poste : Coordinateur jeunesse*
- *Type et durée du contrat : de droit public à durée déterminée d'une durée maximale de trois ans, renouvelable dans la limite d'une durée totale de six ans*
- *Rémunération : dans la limite du 10<sup>ème</sup> échelon de la grille indiciaire applicable aux animateurs territoriaux*
- *Régime indemnitaire en vigueur*
- *Conditions de travail générales et avantages applicables aux agents de l'établissement*

### **Après avoir entendu le rapporteur,**

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT),*

*Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,*

*Vu le tableau des effectifs,*

*Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021,*

*Considérant les besoins de la Direction Education, Enfance, Jeunesse,*

*Considérant les missions figurant dans la fiche de poste ci-annexée,*

*Considérant la déclaration légale de vacance d'emploi effectuée auprès du Centre de gestion le 27 décembre 2021,*

*Considérant, les démarches de recrutement par voie statutaire étant demeurées infructueuses, qu'il convient de faire appel à un agent contractuel, selon les modalités suivantes :*

- *Application de l'article 3-3- 2° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 relative à la fonction publique territoriale*
- *Temps de travail : temps complet*
- *Date d'effet du contrat : 13 mars 2022*
- *Niveau : poste de contractuel équivalent catégorie B*
- *Définition du poste : Coordinateur jeunesse*
- *Type et durée du contrat : de droit public à durée déterminée d'une durée maximale de trois ans, renouvelable dans la limite d'une durée totale de six ans*
- *Rémunération : dans la limite du 10<sup>ème</sup> échelon de la grille indiciaire applicable aux animateurs territoriaux*
- *Régime indemnitaire en vigueur*

- *Conditions de travail générales et avantages applicables aux agents de l'établissement*

*Considérant les crédits prévus au budget 2022, chapitre 012,*

**Il est proposé au Conseil Communautaire :**

- **d'autoriser** le recrutement d'un agent par voie de contrat de droit public à durée déterminée, selon les modalités susvisées.
- **d'autoriser** Monsieur le Président ou son représentant en charge des Ressources Humaines et du Dialogue Social, et de l'Administration générale à signer tout document à cet effet.

*Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,*

**ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :**

- 58 Voix pour
- 0 Voix contre
- 2 Abstentions (M. Pierre MAUDOUX en son nom et celui de Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE)
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*

### **2022-13. Rapport sur la protection sociale complémentaire**

Madame Marie-Line CHEMINADE indique que les assemblées délibérantes des collectivités territoriales et de leurs établissements doivent organiser un débat sur les garanties accordées aux agents en matière de protection sociale complémentaire. Des dates butoir sont fixées, pour lesquelles les collectivités vont devoir proposer à leurs agents des contrats de prévoyance ainsi que des contrats de santé. La convention de participation pour la mise en œuvre d'une protection sociale prévoyance a été votée lors du Conseil Communautaire du 24 novembre dernier. Pour ce qui concerne les contrats de santé, des contrats doivent être proposés avant le 1<sup>er</sup> janvier 2026. En Conférence des maires, la possibilité d'un travail avec les maires des communes a été évoquée, avec l'aide éventuelle du centre de gestion 17. L'ensemble des arrêtés ne sont pas encore tombés concernant ce domaine, et le niveau d'abondement de ces complémentaires santé n'est pas encore connu.

Monsieur Michel ROUX n'arrivait pas à effectuer l'articulation entre la délibération de novembre 2021 et celle de ce jour. Il confirme qu'un débat doit être mené dans chacune des collectivités, la date butoir étant fixée au 18 février. Aucun arrêté ni élément n'est cependant disponible.

Monsieur le Président précise que les membres doivent prendre acte de la présentation du rapport.

Monsieur Michel ROUX souhaiterait davantage de précisions sur la différence entre cette délibération et celle de novembre.

Madame Marie-Line CHEMINADE explique que la prévoyance correspond à la prévoyance statutaire, en cas d'arrêt de travail par exemple. La complémentaire est un contrat différent.

Monsieur Francis GRELLIER ajoute qu'en novembre, la délibération portait sur la prévoyance, c'est-à-dire les indemnités journalières en cas d'arrêt, les indemnités en cas d'invalidité et le capital décès. La présente délibération porte sur la complémentaire santé, soit les remboursements complémentaires sur des soins.

Monsieur Michel ROUX a noté le souhait d'associer les personnels des communes de la Communauté d'Agglomération avec ou sans le Centre de Gestion.

Madame Marie-Line CHEMINADE précise que l'ensemble des collectivités vont devoir travailler sur le sujet. L'intérêt est de travailler tous ensemble.

Monsieur Francis GRELLIER ajoute que le niveau d'engagement des collectivités n'est pas encore connu. Il s'agit du pourcentage qu'elles devront prendre en charge, en complémentaire comme en santé. Le niveau de garantie à souscrire est également inconnu pour le moment. Tant que les textes ne sont pas sortis, il n'est pas possible d'avancer sur ces éléments.

En l'absence d'autres questions, Monsieur le Président soumet la délibération au vote.

\*\*\*\*\*

### **RAPPORT**

*Le rapporteur rappelle que dans le but d'harmoniser les pratiques et les droits entre la fonction publique et les entreprises privées, le législateur a souhaité engager une réforme de la protection sociale complémentaire à travers la loi du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique.*

*En application de l'ordonnance n° 2021-175 du 17 février 2021, les assemblées délibérantes des collectivités territoriales et de leurs établissements publics doivent organiser un débat portant sur les garanties accordées aux agents en matière de protection sociale complémentaire dans un délai d'un an à compter de la publication de la présente ordonnance. » soit avant le 17 février 2022.*

*Ainsi, la participation financière des employeurs publics, jusqu'à présent facultative, deviendra obligatoire au :*

- *1<sup>er</sup> janvier 2025 pour les contrats de prévoyance souscrits par la voie de la labellisation ou de la convention de participation. L'aide de l'employeur sera au minimum de 20% d'un montant de référence précisé par décret,*
- *1<sup>er</sup> janvier 2026 pour les contrats de santé souscrits par la voie de la labellisation ou de la convention de participation. L'aide de l'employeur sera alors de 50% minimum d'un montant de référence précisé par décret.*

*L'ordonnance n° 2021-174 du 17 février 2021 relative à la négociation et aux accords collectifs dans la fonction publique, prévoit que des accords peuvent être conclus et signés au niveau local dans le cadre de négociations entre les organisations syndicales représentatives de fonctionnaires et l'autorité territoriale. En cas d'accord majoritaire portant sur les modalités de la mise en place d'un contrat collectif (convention de participation), cet accord pourra prévoir :*

- *Le niveau de participation de l'employeur au financement de la protection sociale complémentaire en « santé » et/ou « prévoyance ».*
- *L'adhésion obligatoire des agents à tout ou partie des garanties que ce/ces contrats collectifs comportent.*

*L'ordonnance n° 2021-175 du 17 février 2021 prévoit que les Centres de Gestion ont pour nouvelle mission obligatoire, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022, la conclusion de conventions de participation en « santé » et « prévoyance ». En l'absence des décrets d'application permettant d'engager la procédure de consultation, les Centres de gestion seront en mesure de proposer les deux conventions de participation « santé » et « prévoyance » à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023.*

*L'adhésion à ces conventions demeurera naturellement facultative pour les collectivités et établissements, celles-ci ayant la possibilité de négocier leur propre contrat collectif ou de choisir de financer les contrats individuels labellisés de leurs agents.*

*Au niveau de la CDA, il est rappelé qu'à ce jour, suite à une procédure de mise en concurrence, le conseil communautaire a décidé par délibération en date du 21 novembre 2021 de choisir TERRITORIA MUTUELLE pour la mise en œuvre d'une convention de participation pour la couverture complémentaire du risque « prévoyance » pour l'ensemble des agents.*

*La convention est établie pour une durée de six ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022, soit un terme au 31 décembre 2027. A ce jour 340 sur 488 agents y ont souscrits.*

*La participation employeur est de 7.62 par agent à temps plein.*

***Après avoir entendu le rapporteur,***

***Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,***

***Vu l'ordonnance n° 2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique notamment son article 4,***

***Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021,***

***Considérant qu'il y a lieu d'organiser un débat sur les garanties accordées aux agents en matière de protection sociale complémentaire à partir de la présentation annexée à la présente délibération,***

***Il est proposé au Conseil Communautaire :***

- ***de prendre acte du débat sur la protection complémentaire santé des agents de la Communauté d'Agglomération de Saintes au vu de la présentation annexée à la présente délibération.***

- **de donner** son accord de principe pour participer à l'enquête lancée par les Centres de Gestion afin de connaître les intentions et souhaits des collectivités et de leurs établissements en matière de prestations sociales complémentaires.
- **d'autoriser** le Président ou la Vice-présidente en charge des Ressources Humaines et du Dialogue Social, et de l'administration générale à signer tout document relatif à la présente délibération.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 59 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*

## **2022-14. Rapport sur l'égalité Femmes/Hommes**

Madame Marie-Line CHEMINADE relève quelques chiffres clés concernant la CDA. Ainsi, 77% des agents sont des femmes, principalement au sein de la direction Éducation, Enfance et Jeunesse. La majorité des agents sont à temps complet. La majorité des temps non complets se retrouvent au sein de la direction Éducation, Enfance et Jeunesse, et concernent pour la plus grande partie des femmes. La majorité des femmes ont plus de 50 ans, tandis que la majorité des hommes se situent entre 40 et 50 ans. Les postes de direction sont majoritairement occupés par des femmes. Elles sont 92% à avoir bénéficié d'une promotion interne. Les membres ont tous reçu le rapport détaillé. Le souhait était d'y adosser des actions afin de diminuer les inégalités observées. La volonté est de mettre en place des jurys de recrutement mixtes, d'accompagner autant que possible les agents dans leurs parcours professionnels, et de disposer d'une politique RH d'équité de traitement entre les agents en matière de rémunération, de formation et de recrutement.

Monsieur Pierre MAUDOUX a cru comprendre que la moyenne des rémunérations sur certaines catégories était plus favorable aux femmes, dans la mesure où elles occupaient certains postes de responsabilités. La question est plutôt de savoir s'il existe un écart salarial entre les hommes et les femmes.

Madame Marie-Line CHEMINADE indique qu'il n'existe pas de différences à poste et à grade équivalents.

En l'absence d'autres questions, Monsieur le Président soumet la délibération au vote.

\*\*\*\*\*

## **RAPPORT**

*Le rapporteur rappelle qu'en application de la loi n°2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes, les communes et EPCI de plus de 20 000 habitants, les départements et les régions doivent présenter à l'assemblée délibérante un rapport annuel en matière d'égalité entre les femmes et les hommes.*

*Cette présentation a lieu préalablement aux débats sur le projet de budget 2022.*

*Ainsi, au sein de la Communauté d'Agglomération de Saintes, la majorité des agents sont des femmes (77%) et travaillent principalement à la Direction Education, Enfance, Jeunesse.*

*Les agents relèvent pour l'essentiel de la filière technique puis de la filière administrative, animation et médico-sociale. Ils sont majoritairement des agents de catégorie C (fonction d'exécution).*

*La grande partie des agents travaille à temps complet et sont des femmes (68%). La majorité des emplois à temps non complet se trouve parmi les métiers de l'éducation et de la jeunesse. Ces métiers sont majoritairement occupés par des femmes (98%).*

*La Communauté d'Agglomération de Saintes s'attache depuis plusieurs années, dans sa politique de Ressources Humaines, à garantir l'équité de traitement entre les agents en matière de rémunération, de formation, de recrutement. Ainsi, par exemple, les différences de rémunération pouvant être observées entre les hommes et les femmes s'expliquent davantage par l'ancienneté des agents (grade, échelon détenu) et la nature des missions exercées (technicité, encadrement...) que par le sexe des individus.*

*Par ailleurs, l'établissement a, à cœur, d'accompagner les agents dans leurs parcours professionnels en favorisant le maintien dans l'emploi, et poursuivra ses efforts sur le temps de travail, la mise en place de jurys de recrutement mixtes et l'équilibre autant que possible Femmes/Hommes dans la constitution des équipes.*

**Après avoir entendu le rapporteur,**

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2311-1-2 et D. 2311-16,*  
*Vu la loi n°2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes,*  
*Vu le décret 2015-761 du 24 juin 2015 relatif au rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes intéressant les collectivités territoriales,*  
*Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021,*  
*Considérant qu'il y a lieu, préalablement aux débats sur le projet de budget 2022, de présenter un rapport sur la situation de la Communauté d'Agglomération de Saintes en matière d'égalité entre les femmes et les hommes,*

*Considérant le rapport sur l'égalité Femmes - Hommes présenté par la Vice-Présidente en charge des Ressources Humaines et du Dialogue Social, et de l'Administration générale,*

**Il est proposé au Conseil Communautaire :**

- **de prendre acte de la présentation du rapport sur l'égalité Femmes-Hommes ci-joint par la Vice-Présidente en charge des Ressources Humaines et du Dialogue Social, et de l'Administration générale.**

*Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,*

**PREND ACTE à l'unanimité de la présentation du rapport sur l'égalité Femmes-Hommes.**

\*\*\*\*\*

## **FINANCES**

\*\*\*\*\*

### **2022-215. Rapport d'Orientations Budgétaires (ROB) 2022 : Budget Principal et Budgets Annexe**

Monsieur Philippe CALLAUD indique que Monsieur le Président et l'ensemble des élus font face à tous les engagements historiques pour le territoire, malgré la pandémie et les inondations, tout en s'engageant dans des investissements sans précédent pour la CDA de Saintes, notamment économiques.

Il ne peut aborder les orientations budgétaires sans présenter au préalable des éléments comme l'environnement économique de la France, du territoire, ainsi que les budgets précédents.

Au niveau national, un fort rebond de la croissance est observé, après une récession importante. Le rebond a été spectaculaire en 2021, avec + 6,3%. En 2022, la croissance s'oriente vers un niveau de 4%.

Parmi les points positifs, figure la fraction de la TVA, qui remplace la taxe d'habitation. Toutefois, il n'est pas possible de présumer du contexte sanitaire et économique pour 2022. Un indice économique en forte récession aurait un impact sur la Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) et la cotisation sur la valeur ajoutée (CVAE). Un autre paramètre à prendre en considération est le retour de l'inflation. La projection s'établit à 1,4% pour 2022, mais le niveau sera certainement bien supérieur en réalité. La loi de finance a été revalorisée à la hausse pour 2022, avec réévaluation des bases cadastrales pour le foncier bâti. Au niveau de la CDA, cette mesure aura un impact sur la CFE, qui représente tout de même 5,2 millions. Des tensions inflationnistes vont néanmoins impacter l'énergie, les denrées et les fournitures, avec un risque de contagion dans tous les domaines économiques.

En 2022, la réforme des indicateurs financiers est prévue, avec une influence sur les dotations accordées. Les communes qui encaissent beaucoup de TVA devraient recevoir moins de dotations, et inversement. Afin d'éviter une rupture brutale des dotations, un lissage sera effectué jusqu'en 2028.

Les services ont anticipé le Compte Administratif (CA) afin de disposer des chiffres réels de 2021. Les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 31 millions, et les recettes de fonctionnement à 32 millions. La différence constitue de l'autofinancement pour la section d'investissement, qui connaît des dépenses de 5,3 millions pour des recettes de 5,2 millions. L'année 2021 a été encore marquée par la crise, avec des dépenses en hausse pour un retour à la normale. Les charges générales ont augmenté considérablement. Le Covid a impacté le chapitre 11, et ce paramètre va être bloquant pour la construction du budget 2022. Les charges de personnel ont subi la même augmentation. Les recettes d'exploitation ont diminué, également du fait de la pandémie. Certains services ont fermé, et la piscine n'a pas pu encaisser le même nombre d'entrées qu'au cours d'une année normale. Tous ces éléments ont des conséquences sur le résultat de l'épargne brute, qui est passée de 3,1 millions en 2020 à 2,6 millions en 2021. Le taux demeure supérieur au seuil d'alerte, qui est de 7%. Malgré ces mauvaises nouvelles, l'investissement est à son meilleur niveau en 2021, avec 5,59 millions. Les élus et les services ont pu réaliser de l'investissement dans un environnement qui était peu favorable.

L'en-cours de la dette demeure mesuré, puisque celle-ci peut être remboursée sur 1,72 année.

Il a été possible de contractualiser avec l'ensemble des partenaires, notamment l'État dans le cadre de l'action Cœur de ville, la région Nouvelle-Aquitaine, et d'autres EPCI. L'investissement a été possible grâce à la contractualisation avec l'ensemble de ces partenaires.

En ce qui concerne les orientations 2022, pour ce qui est des recettes de fonctionnement, il s'agit de la première année d'application de la fraction de TVA. En 2021, l'État a redonné aux collectivités territoriales, à l'euro près, la taxe d'habitation sur la base de 2017. A partir de 2022, la taxe d'habitation est remplacée par la TVA. Une vraie reprise est observée, avec une évolution de 5,5% de la TVA, qui permettrait d'obtenir une somme de 436 000 euros supplémentaires. Le produit de la taxe foncière non bâti est évalué à 49 000 euros. Des doutes subsistent concernant la CFE. Il semblerait qu'en fonction de la revalorisation des bases, un surplus de 3,4% soit obtenu. La CVAE demeurerait en revanche stable, avec une estimation à environ 3,5 millions. La taxe GEMAPI reste inchangée, à 275 000 euros.

Par ailleurs, les élus ont pris l'engagement de stabiliser la fiscalité, afin de renforcer l'attractivité économique et accompagner les entreprises pour surmonter la crise. La taxe d'habitation pour les résidences secondaires ne varie pas, de même que la taxe sur le foncier non bâti et la CFE. Les redevances des usagers sont adaptées au coût du service, afin de conserver une tarification adaptée aux moyens financiers des différentes catégories sociales, et pour prévoir des tarifs cohérents avec l'évolution des coûts du service. Les dotations de l'État devraient être stabilisées en 2022. La dotation globale de fonctionnement reste stable entre 2021 et 2022. Une optimisation des financements extérieurs a été recherchée. Dans ce cadre, la CDA s'inscrit dans une démarche volontaire auprès de ses partenaires institutionnels, l'État, la Région ou le Département ainsi que l'Europe, afin d'aller chercher les subventions les plus adaptées à son projet de territoire. Dans ce contexte, une maîtrise des dépenses de fonctionnement est recherchée. Les charges de fonctionnement récurrentes ne devront pas évoluer plus que l'inflation actuelle. L'objectif est de toujours servir des subventions stables aux associations. L'enveloppe globale affectée au fonctionnement des structures associatives est stable en 2022 par rapport à l'année précédente et s'élève à 2,09 millions. La subvention de 490 000 euros à l'Office de Tourisme s'ajoute à cette somme, dans le cadre de la convention triennale signée. La subvention d'équilibre du budget transports urbains est fixée à 800 000 euros.

L'objectif sera de faire évoluer les dépenses de personnel au plus près du Glissement Vieillesse Technicité (GVT), qui est de 1,97. L'année 2022 sera marquée par un travail de fond sur les contrats horaires de la direction Éducation. Le coût de la mesure s'élève à 300 000 euros. Il s'agit d'une véritable mesure sociale, qui permet de sécuriser les contrats de travail des agents concernés.

Les dépenses 2022 seront orientées selon les trois axes principaux qui ont été définis. En ce qui concerne l'Agglomération attractive et innovante, il s'agit avant tout de dynamiser l'activité économique. Il est indispensable de requalifier les zones existantes, et de rechercher de nouveaux espaces fonciers. Ce développement entraînera un impact positif sur les écoles. Des travaux de réfection sont nécessaires au sein des zones d'activités communautaires. L'Agglomération accompagnera également les porteurs de projets par un soutien à l'investissement. La loi climat et résilience oblige les agglomérations à réduire l'artificialisation des terres agricoles. Pour cette raison, la CDA travaille sur un nouveau schéma de développement économique prenant en compte l'écologie et le développement durable. Un autre point est d'aider les entreprises à investir à travers un fonds d'aide à l'immobilier d'entreprise. L'objectif est de permettre aux entrepreneurs qui souhaitent agrandir leur entreprise d'acquérir un bien plutôt que de rester locataire. Il s'agit également de créer une agence de l'attractivité et une marque de territoire. Il doit s'agir de la seule porte d'entrée pour les entreprises et les salariés du territoire. L'innovation jouera un rôle important, favoriser le développement économique du territoire ne pourra se faire sans créer un terreau propice à l'innovation. Il est aussi important de développer le tourisme, en confortant l'Office, finalisant les travaux sur l'Aqueduc, réhabilitant les pontons du territoire, développant les sentiers de randonnée et le tourisme fluvial, ou encore en aménagement la Flow vélo avec la mise en place de haltes.

Le deuxième axe est celui d'une Agglomération proche et solidaire de ses habitants. Il comprend notamment l'école, la jeunesse, l'insertion socio-professionnelle et l'enseignement supérieur. La politique de la ville constitue un autre point important. Par ailleurs, le contrat local de santé de Saintonge-Romane a été signé le 30 janvier 2020 avec de nombreux partenaires, et se décline en quatre axes prioritaires. La politique de l'habitat passe quant à elle par le soutien au logement social et l'aide au logement RU. Le PLUI vise à équiper le territoire à travers la construction d'une nouvelle piscine et l'inscription du siège de la CDA au cœur de la Cité Entrepreneuriale.

Le dernier point du triptyque est celui d'une Agglomération sensible aux enjeux de développement durable. Il s'agit d'abord d'engager la transition énergétique, avec le déploiement du photovoltaïque sur foncier grevé ou pollué inférieur à un hectare, et d'aider à la mobilité. Depuis 2020, la CDA de Saintes a mené un schéma directeur des pistes cyclables. En 2022, il conviendra de valider le schéma directeur cyclable de l'Agglomération, sa gouvernance, sa programmation et son financement. Il s'agit ensuite de s'inscrire dans la transition écologique. La construction d'une nouvelle déchetterie est indispensable pour le territoire. Il est nécessaire de gérer la ressource en eau et les milieux aquatiques. L'année 2022 verra la mise en place



du schéma directeur eaux pluviales.

L'objectif recherché dans le cadre de ces orientations budgétaires 2022 est de préserver l'avenir des finances de la CDA, de réaliser le programme d'investissement pluriannuel, d'assurer le développement et l'adaptation nécessaire des services, et de prendre en compte les impacts encore incertains et difficilement évitables des effets du Covid. Le budget devra être orienté vers une épargne nette plancher aux alentours de 2 millions. Il est important de s'assurer de demeurer au-dessus du seuil d'alerte de 7% d'épargne brute. L'évolution des dépenses de fonctionnement doit être cohérente, afin d'éviter l'effet ciseaux.

Malgré le contexte sanitaire difficile, les élus ont fait le choix d'investir sur des projets structurants pour les territoires de l'Agglomération, dans une perspective de cinq années. Différents projets seront menés, notamment la requalification de la zone d'activité des Charriers, l'extension de la zone d'activités Centre-Atlantique, la politique de soutien aux logements sociaux, l'aménagement de la Flow vélo, le développement des pistes cyclables, la construction d'une nouvelle piscine et d'une nouvelle déchèterie, la mise en tourisme des aqueducs gallo-romains, l'accueil de nouvelles formations pour les jeunes ou adultes en reconversion, ou encore la réhabilitation des locaux de la mission locale.

Monsieur Jean-Philippe MACHON a noté le total de 5,1 millions d'investissements en 2021. Il souhaite connaître la somme reliée aux travaux de construction du siège. Ensuite, dans le cadre de la commission finance de la ville de Saintes, deux projets ont été évoqués, un projet de palais des Congrès de Saintes ainsi qu'un projet de port fluvial. Ces deux projets sont selon lui communautaires, l'un lié à l'économie et l'autre au tourisme. Il ne retrouve pas ces projets dans la période 2022-2026.

Monsieur Philippe CALLAUD confirme que le siège représente une large part des investissements. Il ne dispose pas de la proportion exacte. Il n'en demeure pas moins que ces opérations devaient être réalisées, et ont pu l'être car une section d'investissement de 5,1 millions a été dégagée en dépenses.

Monsieur Jean-Philippe MACHON estime qu'il aurait été intéressant de mentionner le montant lié au Siège parmi ces 5,1 millions. Ce point serait nécessaire pour effectuer une comparaison par rapport aux années précédentes.

Monsieur Philippe CALLAUD souligne que le siège n'a pas constitué le seul projet, un travail a été mené sur les zones d'activités, la Flow vélo, les pistes cyclables, les études de la nouvelle piscine ou encore les aqueducs gallo-romains.

Monsieur Jean-Philippe MACHON concède que le siège est un investissement très important, et il ne le remet pas en cause. Toutefois, il s'agit d'un investissement ponctuel. Il est de ce fait intéressant de connaître le montant lié au siège parmi le total des 5,1 millions, afin de savoir ce qui a été investi sur les autres projets mentionnés.

Monsieur Philippe CALLAUD indique que le détail des sommes figurera au budget, il s'agit pour l'instant des orientations budgétaires. Le pari pris est de réussir à sortir plus de 5 millions d'euros d'investissements par an tout au long de la mandature.

Monsieur Rémy CATROU souhaite revenir sur l'introduction de cette présentation de budget, et en particulier sur le contexte économique. Le niveau d'inflation a été mentionné, et il craint que le niveau mentionné ne soit en-dessous de la réalité. Ce phénomène n'est guère apprécié, il laisse à penser que de l'argent est disponible alors que tout coûte plus cher. L'augmentation des prix a été catastrophique pour un certain nombre de familles, ce qui va peser très lourd. Les profits des marchands d'énergie, de vaccins et de certains autres produits annexes n'ont jamais été aussi élevés, il est question de dizaines voire de centaines de milliards. Au niveau de la CDA, il est possible de s'attendre à une situation sociale particulièrement difficile pour les personnes les plus démunies. Monsieur CATROU souhaite savoir s'il existe des réserves afin d'assurer une solidarité plus active auprès des personnes qui en auront le plus besoin.

Monsieur Philippe CALLAUD indique que cette solidarité s'exprime au travers des tarifs des déplacements dans le cadre du budget annexe mobilités. Une subvention d'équilibre de 800 000 euros est accordée afin de permettre des tarifications accessibles aux moins fortunés. Cette situation se retrouve pour la cantine. La CDA a été présente auprès des plus démunis lors du Covid, par le biais de bons d'achat.

Monsieur le Président ajoute qu'une attention particulière est portée à la politique de la ville, qui sera facteur d'insertion et de développement pour toutes les personnes qui vivent au sein des quartiers prioritaires.

Monsieur Pierre MAUDOUX observe qu'une augmentation des transports publics vient d'être votée.

Monsieur Philippe CALLAUD explique que sans cette subvention, les transports seraient totalement inaccessibles.

Monsieur le Président ajoute que le versement transport est payé par les entreprises qui viennent et restent sur le territoire. Sans les entreprises, il serait nécessaire de prendre sur le budget principal pour abonder le budget transports.

Monsieur Pierre MAUDOUX a noté que la CFE devait augmenter de 3,4%. Il demande si cette projection est liée à l'augmentation des bases de calcul ou du nombre d'entreprises.

Monsieur Philippe CALLAUD précise qu'il s'agit d'une évolution du fait des bases d'imposition.

Monsieur le Président explique que des exonérations ont eu lieu l'année précédente. Une année plus normale est envisagée en 2022, ce qui entraîne une augmentation de la somme globale.

Monsieur Pierre DIETZ se réjouit du niveau de l'épargne nette. Par ailleurs, il ne comprend pas l'extension de la zone Centre Atlantique. Lorsqu'il passe devant la zone, il n'a pas le sentiment que celle-ci est pleine.

Monsieur le Président indique que tout est vendu. Un projet phare est en suspens, il s'agit de celui de Leroy Merlin. L'ensemble des terrains sont actuellement sous emprise d'entreprises.

Monsieur Pierre DIETZ demande si la politique de la ville pour cette extension concerne la même zone.

Monsieur Philippe CALLAUD évoquera ce sujet dans le cadre des budgets annexes.

Monsieur Philippe ROUET indique que le matin même, Bruxelles a révisé ses prévisions pour 2022 à 3,5% concernant l'inflation. Il considère qu'il convient de retenir une valeur plus élevée que celle d'1,4% dans le cadre du DOB. Pour pouvoir tenir l'objectif de 2 millions, il est essentiel d'anticiper.

Monsieur Philippe CALLAUD précise que la tendance se dessinait déjà dans les derniers mois de 2021.

Monsieur Jean-Philippe MACHON revient sur les projets de palais des Congrès et de port fluvial, et demande s'il s'agira de projets de la ville de Saintes.

Monsieur le Président explique que pour qu'il s'agisse de projets communautaires, il est nécessaire que la compétence soit intercommunale. Afin de ne pas perdre de temps, la décision a été prise de lancer des études. Attendre un accord au sujet de la compétence va prendre trop de temps, pour des sujets dans l'intérêt économique du territoire.

Monsieur Philippe CALLAUD présente le budget annexe de la Régie des Déchets. Le résultat d'exploitation est à l'équilibre, estimé à environ 7 000 euros, ce qui porte l'excédent reporté cumulé à 486 000 euros. Le résultat d'investissement cumulé est également très bon, il augmente et se traduit par un excédent de 485 000 euros, portant le résultat cumulé excédentaire à 3 774 000 euros.

En ce qui concerne les orientations budgétaires, les éléments prépondérants sont l'orientation de la redevance des usagers sur la dynamique du coût du service, l'optimisation de la perception de la redevance, la maîtrise de l'évolution des coûts internes du service, l'utilisation de l'excédent historique d'investissement, l'autofinancement d'un plan d'investissement ambitieux et régulier, une nouvelle déchèterie, le renouvellement des équipements et la modernisation des sites existants. Ces projets passent par la proposition de dynamiser les recettes en lien avec l'augmentation des dépenses externes, l'augmentation de la part fixe de la redevance de 6 euros, représentant un cumul de 180 000 euros, la poursuite de l'optimisation de la facturation par l'amélioration de la base des redevables, l'augmentation de la contribution à CYCLAD, et une maîtrise des dépenses internes assurée par une évolution de la masse salariale, avec la prise en compte de l'évolution du GVT et de la collecte estivale. L'évolution du coût du carburant constitue un point de vigilance. En ce qui concerne les charges de personnel, elles sont revues pour 2022, notamment en raison de la collecte estivale. Cette évolution se traduit par 3 183 000 euros au lieu de 3 101 000 euros au BP 2021. Une légère baisse est enregistrée pour les effectifs permanents. En ce qui concerne les dépenses d'investissement, une nouvelle déchèterie et la modernisation des équipements sont prévues.

Monsieur Philippe CALLAUD présente le budget annexe Transports Urbains et Mobilité. Les éléments prépondérants du budget d'exploitation sont notamment, pour ce qui est des dépenses, le forfait de charge de rémunération de KEOLIS. En ce qui concerne les recettes, la contribution des entreprises représente 2,3 millions, et le conventionnement avec la région Nouvelle-Aquitaine 1 761 000 euros. Les subventions du budget général représentent 800 000 euros, et la tarification des usagers 613 000 euros. Pour l'année 2021, le Covid a entraîné un remboursement par KEOLIS de 197 000 euros, et un arriéré de la subvention de la région Nouvelle-Aquitaine s'élevait à 347 000 euros. Les dépenses d'équipements portent principalement sur du matériel de véhicule neuf places, des études AME concession de service public, l'appel à projets vélo, et la maîtrise d'œuvre maison du vélo.

Le budget annexe Hôtel d'entreprises retrace les dépenses et les recettes liées à l'accueil en location des porteurs de projets et des créateurs de jeunes entreprises. En 2022, l'activité est projetée comme pérenne par rapport à 2021. Les loyers perçus permettent de financer le fonctionnement, l'entretien et la réparation du bâtiment. En investissement, il n'est pas prévu de travaux pour 2022. Le résultat d'exploitation est excédentaire, et s'élève à 19 666 euros, ce qui représente un excédent cumulé de 61 623 euros. Le résultat d'investissement cumulé augmente également et s'élève à 94 518 euros.

Pour ce qui est du budget annexe des zones d'activités, le budget global de la zone Centre-Atlantique s'élève à 17 millions, pour 56 hectares à aménager en deux phases. La première phase porte sur 5,8 hectares commercialisés, plus 15,8 hectares commercialisables. La phase 2 porte sur environ 20 hectares à acquérir et aménager avant commercialisation. Le lancement de la phase 2 est envisagé en 2022. Au niveau de la ZAC des Charriers, le budget global est estimé à 17 440 000 euros. L'objectif est de 50 hectares cessibles pour l'accueil d'activités économiques. Deux à trois phases sont prévues à l'horizon 2024-2025. A ce jour, l'étude de faisabilité est réalisée. Les acquisitions foncières et les autres études sont à réaliser pour 2022. Enfin, le budget global de la ZAC de la Sauzaie s'élève à 722 154 euros, pour un peu moins de 4 hectares à aménager. En 2022, des finitions d'aménagement et la commercialisation de 2 470 mètres carrés sont à réaliser.

Monsieur Jean-Philippe MACHON demande s'il est envisagé d'aménager une zone à l'Est de Saintes, sur la route de Cognac où sont déjà situées plusieurs sociétés.

Monsieur le Président indique que ce point devra être regardé dans le futur, néanmoins il s'inquiète concernant l'artificialisation des terres. L'idée est d'abord de finaliser et de valider ce qui est en cours avant de continuer à se développer. En l'absence d'autres questions, Monsieur le Président soumet la délibération au vote.

\*\*\*\*\*

## **RAPPORT**

*Le rapporteur rappelle que depuis la loi « Administration Territoriale de la République » (ATR), la tenue d'un débat d'orientations budgétaires (DOB) s'impose à l'EPCI dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget primitif.*

*Le débat d'orientations budgétaires comporte les éléments relatifs aux orientations budgétaires envisagées, notamment, les évolutions prévisionnelles de dépenses et recettes, en fonctionnement comme en investissement. Sont notamment précisées, les hypothèses d'évolution retenues pour construire le projet de budget, en matière, de concours financiers, de fiscalité, de tarification, de subventions, de même que les principales évolutions relatives aux relations financières entre les communes et l'établissement public de coopération intercommunale.*

*En complément, sont évoqués les engagements pluriannuels, notamment les orientations envisagées en matière de programmation d'investissement comportant une prévision des dépenses et des recettes. Le rapport présente, le cas échéant, les orientations en matière d'autorisation de programme. La structuration du financement des investissements complète cette partie, la gestion de l'encours de dette est présentée.*

*Enfin, des informations relatives à la structure des effectifs et les éléments de rémunération complètent la présentation.*

### **Après avoir entendu le rapporteur,**

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2312-1, L. 5211-36, D. 2312-3 et D. 5211-18-1,*

*Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, notamment son article 107,*

*Vu l'article 13 II de la loi n° 2018-32 du 22 janvier 2018 de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022,*

*Vu le décret n°2016-841 du 24 juin 2016 relatif au contenu ainsi qu'aux modalités de publication et de transmission du rapport d'orientation budgétaire,*

*Considérant l'avis favorable de la Commission finances du 24 janvier 2022,*

*Considérant l'avis favorable du Conseil d'exploitation de la régie des déchets du 25 janvier 2022,*

Considérant que doit être présenté par le Président, dans un délai de deux mois précédant l'examen des budgets primitifs, un rapport prévu à l'article L. 2312-1 du CGCT sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels, la structuration et la gestion de la dette de la Communauté d'Agglomération de Saintes ainsi que les autres éléments prévus aux articles L 2312-1, L. 5211-36, D. 2312-3 et D. 5211-18-1 du CGCT,

Considérant les présentations par M. Philippe CALLAUD, Vice-Président aux Finances, pour le Budget Principal et par les Vice-Présidents référents de chaque Budget Annexe, des éléments économiques, budgétaires et financiers contribuant au rapport d'orientations budgétaires,

Considérant les débats qui s'en sont suivis,

Considérant que le rapport est transmis par l'établissement public de coopération intercommunale aux maires des communes qui en sont membres dans un délai de quinze jours à compter de son examen par l'assemblée délibérante. Il est mis à la disposition du public au siège de l'établissement public de coopération et dans les mairies des communes membres de l'établissement, dans les quinze jours suivants la tenue du débat d'orientations budgétaires. Le public est avisé de la mise à disposition de ces documents par tout moyen.

**Il est proposé au Conseil Communautaire :**

- **de prendre acte du rapport ci-joint d'orientations budgétaires présenté pour l'année 2022 et des débats intervenus.**
- **de charger Monsieur le Président d'effectuer les formalités décrites ci-dessus concernant la transmission, la mise à la disposition du public et la publication du rapport ci-joint.**

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

PREND ACTE à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 55 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*

#### **2022-16. Budget principal - Ajustement de l'autorisation de programme / crédits de paiement Aqueducs**

Monsieur Philippe CALLAUD indique qu'un glissement a lieu entre 2021 et 2022. Le Conseil Communautaire doit ajuster la ventilation des crédits de paiement présentés.

En l'absence d'autres questions, Monsieur le Président soumet la délibération au vote.

\*\*\*\*\*

#### **RAPPORT**

Dans le cadre de la réalisation du projet des Aqueducs, une autorisation de programme / crédits de paiement (AP/CP) a été mise en place.

En tenant compte de l'avancement réel des travaux sur l'année 2021, en décalage avec les prévisions initiales, les crédits de paiement inscrits n'ont pas été consommés.

En conséquence, il est nécessaire d'ajuster l'AP/CP des aqueducs afin de disposer des crédits de paiement sur l'année 2022 dès le commencement de cette dernière.

Cela permettra de régler les sommes dues aux entreprises sans attendre le vote du budget 2022 programmée en avril.

Pour rappel les autorisations de programme (AP) sont définies comme la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées pour le financement des investissements. Elles demeurent valables sans limitation de durée jusqu'à ce qu'il soit procédé à leur annulation. Elles peuvent être révisées.

Les crédits de paiement inscrits au budget pour l'année en cours constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées pendant l'année dans le cadre des autorisations de programme.

**Après avoir entendu le rapporteur,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2311-3 et R. 2311-9,

Vu la délibération n°2019-01 du Conseil Communautaire du 31 janvier 2019 portant création de l'AP/CP « Aqueduc »,

Vu la délibération n°2021-39 du Conseil Communautaire du 30 mars 2021 portant bilan de cette autorisation de programme et des crédits de paiement associés, comme suit :

Autorisation de programme	CP réalisés		CP prévisionnels	
	2019	2020	2021	2022
<b>2 818 104.46 €</b>	5 576.63 €	239 743.28 €	2 511 320 €	61 464.55 €

Au vu de la réalisation pour l'année 2021, il convient d'ajuster la répartition des crédits de paiement 2022 comme suit :

Autorisation de programme	CP réalisés			CP prévisionnels
	2019	2020	2021	2022
<b>2 818 104.46 €</b>	5 576.63 €	239 743.28 €	443 545.49 €	2 129 239.06 €

Considérant l'avis favorable de la conférence des Maires du 02 février 2022,

**Il est proposé au Conseil Communautaire :**

- **d'ajuster** la ventilation des crédits de paiement de l'autorisation de programme « Aqueduc » comme indiqué dans le tableau ci-dessus.
- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge des Finances, à engager les dépenses à hauteur de l'autorisation de programme et à mandater les dépenses y afférentes à hauteur des crédits de paiement.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

**ADOpte** à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 55 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*

## **2022-17. Fonds de concours élargi aux communes**

Monsieur le Président précise que le fonds de concours élargi a fait débat, et a été approuvé en Conférence des maires.

Monsieur Philippe CALLAUD indique que la CDA a la possibilité de verser des fonds de concours aux communes afin de les aider à financer leurs projets. La proposition effectuée a été amendée en commission des finances, et a été présentée en Conférence des maires. Des fonds de concours aux communes existaient déjà, en lien avec les compétences de l'Agglomération. La création d'un nouveau fonds de concours d'investissement est proposée, sur la période 2022-2026. Le souhait est que ces fonds s'inscrivent dans le triptyque retenu pour la CDA. La commission des finances a arrêté un projet par an, pour un montant maximal de 50 000 euros sur l'ensemble de la période. La participation de la CDA doit être inférieure à la part de financement de la commune, déduite des subventions autres qu'elle aurait obtenues. Le dossier doit être présenté sous la forme d'une présentation de projet, avec un plan de financement prévisionnel reprenant l'ensemble des subventions sollicitées. Une délibération du conseil municipal devra avoir lieu. La CDA instruira le dossier par le biais de la commission de finances, et un avis du bureau communautaire sera donné, suivi d'une délibération du Conseil Communautaire sur la proposition du bureau. En cas d'acceptation, une convention d'attribution CDA-commune présentera les modalités d'attribution du fonds de concours sollicité.

Monsieur le Président apporte une rectification à la délibération. La mention « s'inscrivant dans les axes du CRTE conclus pour le territoire de l'Agglomération » est supprimée, étant jugée trop restrictive.

Monsieur Michel ROUX a noté que le fonds de concours ne sera versé à la commune qu'après présentation de la facture de réalisation du projet. Ce point peut poser un problème à certaines communes d'avancer la partie CDA, selon la nature du projet.

Monsieur le Président souligne que la situation est malheureusement identique avec le département ainsi que la région. Cette contrainte ne peut pas être retirée.

Monsieur Pierre MAUDOUX demande si cette obligation ne risque pas de créer une distorsion entre les communes.

Monsieur Philippe CALLAUD répond qu'il s'agit justement du contraire, toute commune présentant un projet entrant dans les critères peut disposer de l'enveloppe globale. Une équité parfaite sera appliquée.

En l'absence d'autres questions, Monsieur le Président soumet la délibération au vote.

\* \* \* \* \*

## **RAPPORT**

*Le rapporteur rappelle que la CDA de Saintes a la possibilité, en conformité avec l'article L. 5216-5 VI du Code Général des Collectivités Territoriales de verser des fonds de concours aux communes pour les aider à financer leurs projets.*

*Dans le pacte financier et de solidarité approuvé en 2018, la CDA a prévu le versement de fonds de concours aux communes pour les travaux de restauration des bâtiments scolaires répondant aux objectifs de la carte scolaire ainsi que pour les sentiers de randonnée.*

*Par la suite en 2021, la CDA a mis en place un fonds de concours pour le déploiement des bornes électriques participant à la transition énergétique.*

*De même, lors du travail entrepris pour la prise de compétence des eaux pluviales, le principe d'un fond de concours a été acté.*

*Au-delà des domaines en lien avec les compétences intercommunales, après avis de la commission finances qui s'est réunie le 24 janvier dernier, il est proposé la mise en place d'un fonds de concours élargi complétant les fonds déjà existants d'un montant maximum de 50 000 € par commune, mobilisable sur la période de 2022 à 2026, avec pour objectif d'aider les communes à réaliser des projets d'investissements.*

*La proposition formulée prévoit de limiter les demandes par commune à un seul projet par an. Le fonds de concours attribué ne pourra en aucun cas dépasser la part du financement assurée par la commune, une fois déduites les différentes subventions obtenues auprès des partenaires financiers.*

### **Après avoir entendu le rapporteur,**

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), et notamment l'article L. 5216-5 VI précisant qu'« Afin de financer la réalisation ou le fonctionnement d'un équipement, des fonds de concours peuvent être versés entre la communauté d'agglomération et les communes membres après accords concordants exprimés à la majorité simple du conseil communautaire et des conseils municipaux concernés. Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours ».*

*Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021,*

*Vu l'avis favorable de la commission finances du 24 janvier 2022,*

*Vu l'avis favorable de la conférence des Maires du 02 février 2022,*

*Considérant, qu'il est nécessaire au titre de la solidarité d'aller au-delà des fonds de concours déjà existants pour aider les communes à réaliser leur projet du mandat,*

*Considérant les capacités budgétaires de la CDA de Saintes sur la période 2022-2026,*

*Considérant les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2022 au compte 204, opération fonds de concours élargi,*

### **Il est proposé au Conseil Communautaire :**

**- d'approuver** la mise en place d'un fonds de concours élargi d'un montant maximum de 50 000 € par commune, mobilisable sur la période de 2022 à 2026, ayant pour objectif d'aider les communes à réaliser des projets d'investissements.

**- de limiter** les demandes par commune à un seul projet par an.

- **de préciser** que ce fonds de concours ne sera versé à la commune qu'après production de la facture de réalisation du projet retenu par délibérations concordantes de la commune et de la CDA de Saintes et que le fonds de concours ainsi attribué ne pourra en aucun cas dépasser la part du financement assurée par la commune, une fois déduites les différentes subventions obtenues auprès des partenaires financiers.

- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge des finances, à signer tout document à intervenir dans le cadre de la présente délibération.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 55 Voix pour
- 1 Voix contre (M. Pierre MAUDOUX au nom Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE)
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*

#### **2022-18. Attribution d'un fonds de concours au bénéfice de la commune de Montils pour la réalisation d'un city stade**

Monsieur le Président déclare que, la délibération précédente ayant été votée, il est désormais possible d'attribuer des fonds. Il s'agit de celui de Montils, dont le projet profitera à l'ensemble des autres communes alentours. Il s'inscrit dans la thématique d'une Agglomération proche et solidaire de ses habitants. Ce city stade proposera de nombreuses activités sportives mais aussi intergénérationnelles. Le montant global (200 000 € H.T) pourra peut-être être revu à la baisse. Monsieur le Président reprend certains éléments de la délibération suite à des interventions hors micros. En l'absence d'autres questions, Monsieur le Président soumet la délibération au vote.

\*\*\*\*\*

#### **RAPPORT**

Le rapporteur rappelle que la commune de Montils souhaite aménager un terrain multisport « city stade » qui comportera des équipements permettant la pratique de nombreux sports tels que le volley, le basket, le handball, le badminton, le tennis ballon, le football brésilien...

Par ailleurs, la construction d'un fronton offrirait la possibilité d'un jeu individuel tel que le ballon, la balle, la raquette ou la belote basque, l'ensemble sera complété d'une piste d'athlétisme sur son pourtour.

L'implantation de ce complexe se ferait sur l'ancienne plaine de jeux vétuste et désormais impraticable. La construction d'un bloc WC, indispensable, viendrait compléter le projet.

Le projet global estimé à 200 000 € H.T peut bénéficier des aides financières de l'Etat au titre de la DETR, du Département au titre de la politique sportive et de la Communauté d'Agglomération de Saintes. Le reste à charge de la commune serait comblé par un emprunt.

ORGANISMES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
ETAT - DETR	25 % de 200 000 €	50 000 €
DEPARTEMENT	25 % de 184 000 €	46 000 €
CDA DE SAINTES	24 % de 200 000 €	48 000 €
COMMUNE - Emprunt	Solde 28 %	56 000 €
TOTAL	100 %	200 000 €

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L.5216-5 VI qui prévoit qu' « Afin de financer la réalisation ou le fonctionnement d'un équipement, des fonds de concours peuvent être versés entre la communauté d'agglomération et les communes membres après accords concordants exprimés à la majorité simple du conseil communautaire et des conseils municipaux concernés. Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours »,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021,

*Vu la délibération n°20211105\_00 du Conseil municipal de la commune de Montils en date du 5 novembre 2021 portant réalisation d'un terrain multisport - City stade et sollicitant l'aide de la Communauté d'Agglomération de Saintes,*

*Vu l'avis favorable de la commission finances du 17 novembre 2021,*

*Vu la délibération n°2022-17 du Conseil Communautaire en date du 10 février 2022 portant sur le fonds de concours élargi,*

*Considérant la mise en valeur et l'attractivité globale pour la commune de Montils en apportant un espace fonctionnel pour toutes les générations,*

*Considérant que les crédits nécessaires seront inscrits au budget principal au compte 2041412,*

**Il est proposé au Conseil Communautaire :**

- **d'approuver** le versement par la Communauté d'Agglomération de Saintes d'un fonds de concours d'un montant de 48 000 € à la commune de Montils pour la réalisation d'un terrain multisport - City stade,
- **de préciser** que ce fonds de concours ne sera versé qu'après production de la facture de réalisation des travaux par la commune et qu'il ne pourra en aucun cas dépasser la part du financement assurée par la commune, une fois déduites les différentes subventions obtenues auprès des partenaires financiers.
- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge des finances, à signer tous documents à intervenir dans le cadre de la présente délibération.

*Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,*

**ADOpte** à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 54 Voix pour
- 1 Voix contre (M. Pierre MAUDOUX au nom de Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE)
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*

**2022-19. Budget Principal - Budgets annexes : Régie des Déchets et Transports Urbains et Mobilités - Autorisation de liquider et mandater les dépenses d'investissement avant le vote des budgets primitifs 2022 : abrogation - remplacement**

Monsieur Philippe CALLAUD explique que le préfet a indiqué que la délibération devait être prise l'année d'utilisation des crédits. Il s'agit de la même délibération que celle qui avait été présentée. Il convient d'abroger la délibération, puis de la voter à nouveau.

En l'absence de questions, Monsieur le Président soumet la délibération au vote.

\*\*\*\*\*

**RAPPORT**

*Par courrier en date du 30 décembre 2021, dans le cadre du contrôle de légalité, la Préfecture a émis un recours gracieux à l'encontre de la CDA pour demander le retrait de la délibération du 24 novembre 2021 portant sur l'autorisation de liquider et mandater les dépenses d'investissement avant le vote des budgets primitifs 2022.*

*A la lecture de l'article L. 1612-1 du C.G.C.T, la Préfecture stipule que cette délibération doit être prise sur l'exercice d'utilisation des crédits.*

*En conséquence, la CDA ne pouvait voter cette autorisation anticipée pour 2022 en fin d'année 2021. A noter que les années précédentes la Préfecture n'avait pas soulevé ce point.*

*Aussi, il est nécessaire d'abroger la délibération du 24 novembre 2021 et de reprendre une délibération pour autoriser la liquidation et le mandatement des dépenses d'investissement avant le vote des budgets primitifs 2022.*

**Après avoir entendu le rapporteur,**

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.1612-1,*

*Vu les instructions budgétaires et comptables M14 et M4,*



Considérant que jusqu'à l'adoption des budgets primitifs 2022, l'exécutif peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

Considérant l'avis favorable du Conseil d'Exploitation de la Régie des Déchets du 8 novembre 2021,

Considérant l'avis favorable de la Commission finances du 17 novembre 2021,

**Il est proposé au Conseil Communautaire :**

- **d'abroger** la délibération n°2021\_206 du Conseil communautaire en date du 24 novembre 2021 à compter du rendu exécutoire de la présente délibération.
- **d'ouvrir** à compter du rendu exécutoire de la présente délibération les crédits suivants en investissement :

#### **BUDGET PRINCIPAL**

Opérations	Chapitres	Natures	Services	Total budget 2021	Crédits ouverts 2022
<b>SANS OPERATION</b>				<b>1 934 490,91 €</b>	<b>483 622,73 €</b>
	16	165	SOLIDARITES	2 500,00 €	625,00 €
	20	202	AMENAGEMENT	108 458,00 €	27 114,50 €
		2031	DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	2 195,00 €	548,75 €
			ESPACES NATURELS RANDONNEES	150 000,00 €	37 500,00 €
			PISCINES	5 000,00 €	1 250,00 €
			TRAVAUX BATIMENTS	40 000,00 €	10 000,00 €
		2033	DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	2 400,00 €	600,00 €
	204	2041582	TRAVAUX BATIMENTS	26 197,91 €	6 549,48 €
		204172	ESPACES NATURELS RANDONNEES	700 000,00 €	175 000,00 €
		20421	DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	200 000,00 €	50 000,00 €
	21	21318	TRAVAUX BATIMENTS	19 000,00 €	4 750,00 €
		2135	TRAVAUX BATIMENTS	135 000,00 €	33 750,00 €
		2151	DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	31 448,00 €	7 862,00 €
			FONCTIONNEMENT ZAC	10 000,00 €	2 500,00 €
		21532	DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	124 080,00 €	31 020,00 €
		21534	DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	21 360,00 €	5 340,00 €
		21538	ESPACES NATURELS RANDONNEES	100 000,00 €	25 000,00 €
		21745	TRAVAUX BATIMENTS	35 000,00 €	8 750,00 €
		2184	MOYENS GENERAUX	18 552,00 €	4 638,00 €
		2188	C.I.S.P.D	1 500,00 €	375,00 €
			DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	138 000,00 €	34 500,00 €
			ENVIRONNEMENT	1 000,00 €	250,00 €
			FONCTIONNEMENT ZAC	15 000,00 €	3 750,00 €
			MOYENS GENERAUX	12 000,00 €	3 000,00 €
			RGPD	1 200,00 €	300,00 €
			SERVICE COMMUNICATION	10 000,00 €	2 500,00 €
			SOLIDARITES	1 000,00 €	250,00 €
			TRAVAUX BATIMENTS	18 600,00 €	4 650,00 €
	27	275	FINANCES	5 000,00 €	1 250,00 €

371 - INVESTISSEMENTS SIEGE ET TRAVAUX DIVERS				27 500,00 €	6 875,00 €
	21	2135	TRAVAUX BATIMENTS	2 500,00 €	625,00 €
		2158		2 500,00 €	625,00 €
		2183	MOYENS GENERAUX	2 000,00 €	500,00 €
		2184	MOYENS GENERAUX	10 000,00 €	2 500,00 €
			RESSOURCES HUMAINES	5 000,00 €	1 250,00 €
		2188	MOYENS GENERAUX	2 500,00 €	625,00 €
			TRAVAUX BATIMENTS	3 000,00 €	750,00 €
385 - TRAVAUX BATIMENTS ET MOBILIER SCOLAIRE				240 000,00 €	60 000,00 €
	20	2031	TRAVAUX BATIMENTS	5 000,00 €	1 250,00 €
	21	21728		24 000,00 €	6 000,00 €
		21735		43 000,00 €	10 750,00 €
		2184	EDUCATION ENFANCE FAMILLE	50 000,00 €	12 500,00 €
	2188	118 000,00 €		29 500,00 €	
418 - AIRE DES GENS DU VOYAGE				18 000,00 €	4 500,00 €
	21	21318	TRAVAUX BATIMENTS	18 000,00 €	4 500,00 €
461 - AQUEDUC				87 733,00 €	21 933,25 €
	20	2031	TOURISME	87 733,00 €	21 933,25 €
474 - MATERIEL INFORMATIQUE				460 662,00 €	115 165,50 €
	20	2051	INFORMATIQUE	215 162,00 €	53 790,50 €
	21	2183		245 500,00 €	61 375,00 €
475 - TRAVAUX ET MATERIEL PISCINES				46 000,00 €	11 500,00 €
	21	2181	PISCINES	26 000,00 €	6 500,00 €
		2184		4 000,00 €	1 000,00 €
		2188		16 000,00 €	4 000,00 €
476 - DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE				84 000,00 €	21 000,00 €
	204	20421	TOURISME	84 000,00 €	21 000,00 €
477 - RIVIERES (GEMAPI ET HORS GEMAPI)				78 840,00 €	19 710,00 €
	204	204182	ESPACES NATURELS RANDONNEES	78 840,00 €	19 710,00 €
482 - ITINERAIRES RANDONNEES				120 535,00 €	30 133,75 €
	20	2031	ESPACES NATURELS RANDONNEES	25 080,00 €	6 270,00 €
	204	2041412		14 455,00 €	3 613,75 €
	21	2148		21 000,00 €	5 250,00 €
		2152		50 000,00 €	12 500,00 €
		2188		10 000,00 €	2 500,00 €
483 - NOUVEAU SIEGE CDA				3 570 000,00 €	892 500,00 €
	21	2128		70 000,00 €	17 500,00 €
		2184		500 000,00 €	125 000,00 €
	23	232		50 283,00 €	12 570,75 €
		237		94 600,00 €	23 650,00 €
		238		2 855 117,00 €	713 779,25 €
484 - SENTIER DU CORAN				160 090,00 €	40 022,50 €
	204	204132	ESPACES NATURELS RANDONNEES	160 090,00 €	40 022,50 €
504 - BASSIN BV7 CHARRIERS				1 585 878,00 €	396 469,50 €

	20	2031		25 000,00 €	6 250,00 €
	21	21538	ESPACES NATURELS RANDONNEES	150 000,00 €	37 500,00 €
		2158		1 410 878,00 €	352 719,50 €
<b>507</b>	<b>- NOUVELLE PISCINE</b>			<b>300 000,00 €</b>	<b>75 000,00 €</b>
	20	2031		150 000,00 €	37 500,00 €
	21	2111	TRAVAUX BATIMENTS	150 000,00 €	37 500,00 €

#### **BUDGET ANNEXE « REGIE DES DECHETS »**

Opérations	Chapitres	Natures	Total budget 2021	Crédits ouverts 2022
SANS OPERATION	21	2111	100 000,00 €	25 000,00 €
32 - MATERIEL DE BUREAU	21	2183	4 000,00 €	1 000,00 €
33 - ACQUISITION MATÉRIEL DE TRANSPORT	21	2182	30 000,00 €	7 500,00 €
54 - BATIMENT COLLECTE	21	2135	20 000,00 €	5 000,00 €
63 - CONTENEURS	21	2153	30 000,00 €	7 500,00 €
69 - RÉHABILITATION LOGEMENT GARDIEN	21	2135	20 000,00 €	5 000,00 €
86 - MATERIEL ROULANT COLLECTE	21	2182	496 500,00 €	124 125,00 €
102 - CAISSONS ET COMPACTEURS	21	2153	65 000,00 €	16 250,00 €
103 - POLYBENNES	21	2182	160 000,00 €	40 000,00 €
107 - MISE AUX NORMES DECHETTERIES	23	2313	300 000,00 €	75 000,00 €
111 - DECHETTERIE SUD	20	2031	20 000,00 €	5 000,00 €
474 - MATERIEL INFORMATIQUE	21	2183	165 000,00 €	41 250,00 €

#### **BUDGET ANNEXE « TRANSPORTS URBAINS ET MOBILITES »**

Opérations	Chapitres	Natures	Total budget 2021	Crédits ouverts 2022
SANS OPERATION	20	2031	43 000,00 €	10 750,00 €
	21	2135	20 000,00 €	5 000,00 €
		2145	4 000,00 €	1 000,00 €
		2156	746 900,00 €	186 725,00 €
		2183	100,00 €	25,00 €
		2188	1 500,00 €	375,00 €

#### **BUDGET ANNEXE « HOTEL D'ENTREPRISES »**

Opération	Chapitre	Nature	Total budget 2021	Crédits ouverts 2022
SANS OPERATION	21	2188	9 522,00 €	2 380,50 €

Ces crédits seront repris dans les inscriptions budgétaires de chaque Budget Primitif 2022 respectif.

- **d'autoriser** le Président ou son représentant en charge des Finances, à signer tous les documents à cet effet.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 55 Voix pour
- 0 Voix contre
- 1 Abstention (M. Pierre MAUDOUX au nom de Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE)
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*

## **2022-20. Budget principal - Rendu compte de l'utilisation du chapitre "Dépenses imprévues"**

Monsieur Philippe CALLAUD rappelle que les dépenses imprévues permettent à la CDA d'effectuer des virements du chapitre des dépenses imprévues vers les autres chapitres, dans la limite de 7,5% des dépenses réelles. En ce qui concerne la taxe de séjour, la CDA verse chaque année la taxe perçue sur le territoire à l'EPIC de l'Office de Tourisme. En 2021, la recette s'élevait à 150 000 euros. Le nombre de touristes a augmenté en 2021, et la recette est de 177 528 euros. Il s'agit de prendre en compte ce delta. Lors du précédent Conseil Communautaire, le rapport de la CLECT avait été approuvé par l'ensemble des communes. Toutefois, une augmentation des attributions de compensation de 4 385 euros par rapport au budget retenu est observée. Le Conseil doit en prendre acte.

En l'absence d'autres questions, Monsieur le Président demande au Conseil communautaire de prendre acte de la délibération.

\*\*\*\*\*

### **RAPPORT**

*La Communauté d'Agglomération reverse chaque année le montant de la Taxe de séjour perçue à l'EPIC Office de Tourisme. Pour 2021, la recette de Taxe de séjour s'est élevée à 177 528,62 € pour un montant prévisionnel de 150 000€.*

*Le chiffre ayant été connu en fin d'année, il n'a pas été possible de prévoir une Décision Modificative (DM), de fait ce sont les crédits de dépenses imprévues qui ont été mobilisés pour verser la différence (27 528,62) € à l'Office de Tourisme.*

*Suite à la CLECT du 10 septembre 2021, le Conseil communautaire du 14 décembre 2021 a fixé les attributions de compensations (AC) définitives de l'année 2021. Ces dernières sont supérieures de 4 385 € par rapport au montant du budget retenu sur la base des attributions provisoires votées en décembre 2020. Les AC définitives ayant été fixées au dernier conseil de l'année, il n'a pas été possible de prévoir une DM. De ce fait, ce sont les crédits de dépenses imprévues qui ont été mobilisés pour verser la différence de 4 385 €.*

*Pour rappel, la procédure des dépenses imprévues autorise, dans certaines limites, l'ordonnateur à effectuer des virements du chapitre de dépenses imprévues aux autres chapitres à l'intérieur d'une section. Pour chacune des deux sections, le crédit pour dépenses imprévues ne peut être supérieur à 7,5 % des dépenses réelles prévisionnelles de la section. Ce crédit ne peut être employé que pour faire face à des dépenses en vue desquelles aucune dotation n'est inscrite au budget. Le mandat afférent à la dépense imprévue est imputé sur l'article correspondant à la dépense, auquel est jointe une décision budgétaire de l'ordonnateur, transmise au représentant de l'État, et portant virement de crédit. L'ordonnateur doit en rendre compte à l'assemblée délibérante.*

### **Après avoir entendu le rapporteur,**

*Vu le Code Général des Collectivités territoriales (CGCT), notamment les articles L. 2322-1, L.2322-2 et L.5211-36,*

*Considérant que l'article L. 2322-2 du CGCT, prévoit qu'à la première séance qui suit l'ordonnancement de chaque dépense, l'ordonnateur rend compte à l'assemblée délibérante, avec pièces justificatives à l'appui, de l'emploi des crédits de dépenses imprévues. Ces pièces demeurent annexées à la délibération,*

*Considérant le virement de crédits du 17 décembre 2021 du chapitre 022 « dépenses imprévues » au chapitre 014 « Atténuations de produits » pour un montant de 31 913,62 € nécessaire au reversement de la Taxe de séjour à l'EPIC Office de Tourisme, les recettes encaissées en 2021 ayant été supérieures aux prévisions, pour 27 528,62 € et à la révision des attributions de compensation à verser en 2021 pour 4 385 €.*

*Considérant la réalisation de cette dépense et du mandat émis pour le même montant dont la pièce justificative figure en annexe de cette délibération,*

### **Le Conseil Communautaire :**

- **prend acte de l'utilisation des crédits des dépenses imprévues comme indiqué ci-dessus sur l'exercice 2021.**

*Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,*

**PREND ACTE à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :**

- 54 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*

## **AFFAIRES GÉNÉRALES ET JURIDIQUES**

\*\*\*\*\*

### **2022-21. Modification du Règlement Intérieur de la Communauté d'Agglomération de Saintes**

Monsieur le Président indique que le souhait a été émis de revoir les commissions. L'idée est de dupliquer l'organisation de la commission des finances aux autres commissions. La demande portait sur des commissions plus nombreuses, pour un travail plus productif. La première modification porte sur le Règlement Intérieur de la Communauté. Ce point est nécessaire pour pouvoir ensuite modifier les commissions et le nombre de représentants par communes.

Monsieur le Président indique qu'une nouvelle représentation est proposée, tenant compte de tendances politiques différentes. Il est proposé de passer à 7 représentants pour la commune de Saintes, dont 4 issus de la majorité et 3 pour l'opposition, 2 représentants pour la commune de Chaniers et un pour chaque commune, le maire ou son représentant.

Monsieur Alexandre GRENOT estime qu'un nombre de 7 représentants pour la ville de Saintes est un peu trop élevé. Au niveau de la CDA, la distinction entre majorité et opposition n'existe plus. Il se demande pourquoi ne pas conserver le schéma voté en début de mandat. Les commissions fonctionnent, et permettent le débat.

Monsieur le Président explique qu'il s'agissait d'une proposition du service juridique, afin de permettre une représentation de l'opposition. Plusieurs élus partagent cette interrogation. Les 19 commissions vont nécessiter un certain nombre de personnes. Il n'est pas opposé à l'idée de conserver le système existant.

Monsieur Alexandre GRENOT souligne que de l'opposition peut être présente au sein des communes rurales, sans être représentée au niveau des commissions. La population a voté pour des élus territoriaux.

Monsieur Jean-Pierre ROUDIER observe qu'environ 43% de la population de la CDA habite à Saintes. Il comprend le calcul qui a pu être effectué par les services.

Monsieur le Président indique que pour revenir à la situation existante, il est nécessaire de reprendre la délibération précédente concernant le Règlement Intérieur.

Monsieur Jean-Philippe MACHON demande si ce point doit obligatoirement être décidé ce jour.

Monsieur le Président le confirme, les commissions doivent fonctionner. Le Président, après accord de l'Assemblée, soumet la délibération au vote selon l'accord collectif. Il convient donc de considérer 3 représentants pour Saintes, 2 pour Chaniers et un pour chaque commune.

\*\*\*\*\*

## **RAPPORT**

*Le rapporteur rappelle que, suite à l'installation du Conseil Communautaire en juillet 2020, ce dernier a adopté son règlement intérieur en septembre 2020.*

*Dans le cadre du projet de refonte du fonctionnement et du nombre de commissions communautaires, il est proposé de modifier l'article 25 du règlement intérieur concernant le fonctionnement des commissions communautaires en supprimant la dernière phrase du 3<sup>ème</sup> paragraphe « Cette désignation intervient en même temps que celle des membres de ces commissions ».*

**Après avoir entendu le rapporteur,**

**Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment les articles L. 2121-8, L.2121-22, L. 5211-1 et L5211-40-1,**

*Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021,*

*Vu la délibération n°2020-170 du Conseil Communautaire en date du 22 septembre 2020 portant adoption du Règlement Intérieur de la Communauté d'Agglomération de Saintes,*

*Considérant que la Communauté d'Agglomération de Saintes compte parmi ses communes membres des communes de plus de 3 500 habitants,*

*Considérant la proposition de modifier l'article 25 du règlement intérieur concernant le fonctionnement des commissions communautaires en supprimant la dernière phrase du 3<sup>ème</sup> paragraphe « Cette désignation intervient en même temps que celle des membres de ces commissions »,*

*Considérant que les autres dispositions du règlement demeurent inchangées,*

**Il est proposé au Conseil Communautaire :**

- **d'approuver** le règlement intérieur modifié ci-joint.
- **de charger** le Président de l'application du règlement modifié et à signer tout document y afférent.

*Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,*

**ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :**

- 54 Voix pour
- 0 Voix contre
- 2 Abstentions (M. Pierre MAUDOUX au nom de Mme Renée BENCHIMOL LAURIBE et M. Jean-Philippe MACHON)
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*

## **2022-22. Commissions communautaires - Modification du nombre de commissions**

Le Président présente les différentes commissions.

Monsieur Raymond MOHSEN remarque que des commissions font partie du fonctionnement de la CDA, comme les finances. D'autres pourraient être rattachées à une compétence, par exemple les pompes funèbres.

Monsieur le Président explique qu'à travers cette commission, la SEM PFIS peut apporter ainsi davantage d'informations aux conseillers communautaires qui souhaitent y participer en dehors des représentants de la CDA aux PFIS.

Monsieur David MUSSEAU estime que la première difficulté a été de disposer d'un nombre de volontaires suffisants pour constituer les commissions. De nouvelles se rajoutent, et il se demande si un nombre d'acteurs suffisant sera disponible pour faire vivre ces commissions.

Monsieur le Président indique que pour chaque commune hors Saintes et Chaniers, il s'agira du maire ou de son représentant, conseiller communautaire ou municipal. En l'absence d'autres questions, Monsieur le Président soumet la délibération au vote.

\*\*\*\*\*

## **RAPPORT**

*Le rapporteur rappelle que lors de la mise en place de la nouvelle mandature, le Conseil communautaire a créé 8 commissions par délibération n°2020-171 en date du 22 septembre 2020 sous les intitulés suivants :*

*1/ La commission « Urbanisme, habitat et transition énergétique »*

*2/ La commission « Transports et mobilité »*

*3/ La commission « Education, petite enfance, enfance, et jeunesse »*

*4/ La commission « Développement économique, économie circulaire, ESS, et NTIC »*

*5/ La commission « Finances, ressources humaines, administration générale et équipements communautaires »*

*6/ La commission « Solidarité, santé et politique de la ville »*

7/ La commission « Eau et assainissement, GEMAPI, protection et mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie »

8/ La commission « Aménagement et attractivité du territoire, tourisme »

Le règlement intérieur de la Communauté prévoit, en effet, dans son article 24, qu'« En plus des commissions ou conseils rendus obligatoires par les lois ou règlements telles que la commission d'appel d'offres, la commission de délégation de service public, la commission pour l'accessibilité aux personnes handicapées, la commission locale d'évaluation des charges transférées, la commission consultative des services publics locaux ou le conseil de développement, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de Saintes crée, pour l'étude des affaires qui lui sont soumises et la préparation des décisions et avis qui lui incombent, des commissions permanentes. »

Lors de la dernière Conférence des Maires, les élus communautaires ont souhaité créer de nouvelles commissions sur des thématiques ciblées en lien avec les projets du mandat. L'objectif est d'accentuer la co-construction avec l'ensemble des élus qui souhaitent s'y associer (sous réserve de respecter le nombre de représentant par commune comme cité dans le règlement)

Il est proposé de passer de 8 à 19 commissions :

1/ La commission « Mobilité »

2/ La commission « Finances »

3/ La commission « Travaux bâtiments communautaires »

4/ La commission « NTIC »

5/ La commission « Economie »

6/ La commission « ESS »

7/ La commission « Economie circulaire »

8/ La commission « Education, petite enfance, enseignements supérieurs et jeunesse »

9/ La commission « Eaux »

10/ La commission « Randonnées / Flow Vélo »

11/ La commission « Milieux Naturels »

12/ La commission « Déchets »

13/ La commission « Energie »

14/ La commission « Agriculture »

15/ La commission « Habitat »

16/ La commission « Attractivité, aménagement du territoire et urbanisme »

17/ La commission « Tourisme »

18/ La commission « Solidarité »

19/ La commission « PFIS »

**Après avoir entendu le rapporteur,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment les articles L 5211-1, L 5211-40-1 et L 2121-22,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021,

*Vu la délibération n°2020-117 du Conseil Communautaire en date du 16 juillet 2020, transmise au contrôle de légalité le 22 juillet 2020, portant élection du Président de la Communauté d'Agglomération de Saintes,*

*Vu la délibération n°2022-21 du Conseil Communautaire en date du 10 février 2022, portant modification du Règlement Intérieur de la Communauté d'Agglomération de Saintes,*

*Vu la délibération n°2020-171 du Conseil Communautaire en date du 22 septembre 2020, transmise au contrôle de légalité le 30 septembre 2020, portant création des commissions communautaires,*

*Considérant que pour le bon fonctionnement de la Communauté d'Agglomération, il convient de modifier les commissions communautaires en augmentant le nombre de commissions et en modifiant les intitulés de celles-ci,*

**Il est proposé au Conseil Communautaire :**

**- de modifier**, à compter du rendu exécutoire de la présente délibération, la délibération n°2020-171 du Conseil Communautaire en date du 22 septembre 2020 en augmentant le nombre de commissions au sein de la Communauté d'Agglomération de Saintes de 8 à 19 et en créant les commissions ci-dessous présentées :

- 1/ La commission « Mobilité »
- 2/ La commission « Finances »
- 3/ La commission « Travaux bâtiments communautaires »
- 4/ La commission « NTIC »
- 5/ La commission « Economie »
- 6/ La commission « ESS »
- 7/ La commission « Economie circulaire »
- 8/ La commission « Education, petite enfance, enseignements supérieurs et jeunesse »
- 9/ La commission « Eaux »
- 10/ La commission « Randonnées / Flow Vélo »
- 11/ La commission « Milieux Naturels »
- 12/ La commission « Déchets »
- 13/ La commission « Energie »
- 14/ La commission « Agriculture »
- 15/ La commission « Habitat »
- 16/ La commission « Attractivité, aménagement du territoire et urbanisme »
- 17/ La commission « Tourisme »
- 18/ La commission « Solidarité »
- 19/ La commission « PFIS »

*Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,*

**ADOpte** à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 55 Voix pour
- 0 Voix contre
- 1 Abstention (M. Pierre MAUDOUX au nom de Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE)
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*



## 2022-23. Comité syndical du Syndicat Mixte du Pays de Saintonge Romane - Modification de la désignation des délégués

Monsieur le Président indique que le souhait a été émis en Conférence des maires d'un changement de représentants au sein du Comité. En l'absence de questions, la Président soumet cette délibération au vote.

\*\*\*\*\*

### **RAPPORT**

*Par délibération n°2020-130 du Conseil Communautaire en date du 30 juillet 2020, la CDA de Saintes a désigné ses délégués titulaires et suppléants au Syndicat mixte du Pays de Saintonge Romane.*

*Depuis une première modification des délégués est intervenue par délibération n°2021-128 du Conseil Communautaire en date du 6 juillet 2021 à la demande de 5 communes.*

*Quatre communes ont contacté la CDA de Saintes pour demander une modification des délégués qui ont été désignés au Pays de Saintonge Romane.*

*- La commune de Rouffiac : Monsieur Sébastien PAJOT avait été désigné délégué titulaire et Madame Corinne MACHEFERT, déléguée suppléante. Or, la Commune indique que Monsieur Eric LE GALL sera désormais désigné titulaire et Monsieur Loïc TOUZINAUD, déléguée suppléant.*

*- La commune de Saint Césaire : Madame Virginie SAUVERRE avait été désignée déléguée titulaire et Madame Sylvie BEGION, déléguée suppléante. Or, la Commune indique que Madame Virginie SAUVERRE sera désormais désignée suppléante et Madame Mireille ANDRÉ, déléguée titulaire.*

*- La commune de Migron : Madame Sylvie BRUN avait été désignée déléguée titulaire et Madame Agnès POTTIER, déléguée suppléante. Or, la Commune indique que Madame Agnès POTTIER sera désormais désignée titulaire et Madame Marie-Joëlle EMON, déléguée suppléante.*

*- La commune de Thénac : Madame Sylvie MERCIER avait été désignée déléguée titulaire et Monsieur Jean-Pierre BRUNET, délégué suppléant. Or, la Commune indique que Monsieur Jean-Pierre BRUNET sera désormais désigné titulaire et Madame Sylvie MERCIER, déléguée suppléante.*

*Il convient de rappeler que seule la CDA est compétente pour désigner ses représentants au comité syndical du Pays de Saintonge Romane par délibération du Conseil Communautaire, les conseils municipaux n'étant pas compétents pour procéder à ces désignations.*

*Aussi, il est proposé de procéder à la modification de la désignation de ces délégués au comité syndical du Pays de Saintonge Romane.*

### **Après avoir entendu le rapporteur,**

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L. 5711-1 et L. 5212-16,*

*Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021,*

*Vu l'arrêté préfectoral n°18-1558bis DCC-BI en date du 30 juillet 2018 portant modification des statuts du Syndicat Mixte du Pays de Saintonge Romane,*

*Vu la délibération n°2020-130 du Conseil Communautaire en date du 30 juillet 2020, transmise au contrôle de légalité le 6 août 2020, portant désignation des délégués au Comité Syndical du Syndicat Mixte du Pays de Saintonge Romane,*

*Vu la délibération n°2021-128 du Conseil Communautaire en date du 6 juillet 2021, transmise au contrôle de légalité le 9 juillet 2021, portant modification de la désignation des délégués au Comité Syndical du Syndicat Mixte du Pays de Saintonge Romane,*

*Considérant que Monsieur Sébastien PAJOT (commune de Rouffiac) a été désigné délégué titulaire et Madame Corinne MACHEFERT (commune de Rouffiac), déléguée suppléante, par la délibération n°2020-130 du Conseil Communautaire susvisée,*

*Considérant que la commune de Rouffiac indique que Messieurs Sébastien PAJOT et Madame Corinne MACHEFERT ne participeront plus au comité syndical du Syndicat Mixte du Pays de Saintonge Romane,*

Considérant qu'il convient de les remplacer et qu'il est ainsi proposé de désigner comme délégué titulaire le candidat suivant :

- Monsieur Eric LE GALL (commune de Rouffiac)

Considérant qu'il est, par ailleurs, proposé de désigner comme délégué suppléant le candidat suivant :

- Monsieur Loïc TOUZINAUD (commune de Rouffiac)

Considérant que Madame Virginie SAUVERRE (commune de Saint Césaire) a été désignée déléguée titulaire et Madame Sylvie BEGIN (commune de Saint Césaire), déléguée suppléante, par la délibération n°2020-130 du Conseil Communautaire susvisée,

Considérant que Madame Sylvie BEGIN ne participera plus au comité syndical du Syndicat Mixte du Pays de Saintonge Romane,

Considérant qu'il convient de la remplacer et qu'il est ainsi proposé de désigner comme délégué suppléante la candidate suivante :

- Madame Virginie SAUVERRE (commune de Saint Césaire)

Considérant qu'il est, par conséquent, proposé de désigner comme déléguée titulaire la candidate suivante :

- Madame Mireille ANDRÉ (commune de Saint Césaire)

Considérant que Madame Sylvie BRUN (commune de Migron) a été désignée déléguée titulaire et Madame Agnès POTTIER (commune de Migron), déléguée suppléante, par la délibération n°2020-130 du Conseil Communautaire susvisée,

Considérant que Madame Sylvie BRUN ne participera plus au comité syndical du Syndicat Mixte du Pays de Saintonge Romane,

Considérant qu'il convient de la remplacer et qu'il est ainsi proposé de désigner comme délégué titulaire la candidate suivante :

- Madame Agnès POTTIER (commune de Migron)

Considérant qu'il est, par conséquent, proposé de désigner comme déléguée suppléante la candidate suivante :

- Madame Marie-Joëlle EMON (commune de Migron)

Considérant que Madame Sylvie MERCIER (commune de Thénac) a été désignée déléguée titulaire et Monsieur Jean-Pierre BRUNET (commune de Thénac), déléguée suppléante, par la délibération n°2021-128 du Conseil Communautaire susvisée,

Considérant que Madame Sylvie MERCIER souhaite participer au comité syndical du Syndicat Mixte du Pays de Saintonge Romane en tant que déléguée suppléante et Monsieur Jean-Pierre BRUNET en tant que délégué titulaire,

Considérant qu'il convient d'effectuer cet échange et qu'il est ainsi proposé de désigner comme délégué titulaire le candidat suivant :

- Monsieur Jean-Pierre BRUNET (commune de Thénac)

Considérant qu'il est, par conséquent, proposé de désigner comme déléguée suppléante la candidate suivante :

- Madame Sylvie MERCIER (commune de Thénac)

**Au vu de l'ensemble de ces éléments, il est proposé au Conseil Communautaire :**

- **De procéder au remplacement de délégués au Comité Syndical du Syndicat Mixte du Pays de Saintonge Romane désignés par délibération n°2020-130 du Conseil Communautaire en date du 30 juillet 2020 et modifiés par délibération n°2021-128 du Conseil Communautaire en date du 6 juillet 2021 comme suit :**
  - o De désigner Monsieur Eric LE GALL comme déléguée titulaire au lieu de Monsieur Sébastien PAJOT et de désigner Monsieur Loïc TOUZINAUD comme délégué suppléant au lieu de Madame Corinne MACHEFERT.
  - o De désigner Madame Mireille ANDRÉ comme déléguée titulaire au lieu de Madame Virginie SAUVERRE et de désigner Madame Virginie SAUVERRE comme déléguée suppléante au lieu de Madame Sylvie BEGIN.

- De désigner Madame Agnès POTTIER comme déléguée titulaire au lieu de Madame Sylvie BRUN et de désigner Madame Marie-Joëlle EMON comme déléguée suppléante au lieu de Madame Agnès POTTIER.
- De désigner Monsieur Jean-Pierre BRUNET comme délégué titulaire au lieu de Madame Sylvie MERCIER et de désigner Madame Sylvie MERCIER comme déléguée suppléante au lieu de Monsieur Jean-Pierre BRUNET.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 54 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*

Monsieur Philippe ROUET revient sur les commissions et souhaite savoir si des suppléants aux représentants doivent être nommés.

Monsieur le Président précise qu'il s'agit du maire ou de son représentant. C'est le maire décide.

### **TRAVAUX, BÂTIMENTS ET MAINTENANCE**

\*\*\*\*\*

#### **2022-24. ZAE La Sauzaie Nord - Transfert des réseaux d'Eaux Usées (EU) et d'Alimentation en Eau Potable (AEP) à EAU 17**

Monsieur Francis GRELLIER précise que cette délibération concerne le transfert par voie de convention entre la CDA et Eau 17 des réseaux d'eaux usées et d'alimentation d'eau potable sur la ZA de la Sauzaie. Il est demandé aux membres d'approuver les termes de la convention.

En l'absence d'interrogations, le Président soumet la délibération au vote.

\*\*\*\*\*

### **RAPPORT**

*L'aménagement de la ZAE La Sauzaie Nord a été réalisé dans la continuité de la ZAE La Sauzaie existante située sur la commune de FONTCOUVERTE.*

*Le programme des travaux comprenait l'aménagement des réseaux et en particulier la construction du réseau AEP (Alimentation en Eau Potable) et du réseau d'Assainissement EU (Eaux Usées). La réception des travaux a été prononcée le 20 juillet 2021.*

*Eau 17 étant compétent en matière de distribution de l'eau potable et d'assainissement des eaux usées sur la Commune de FONTCOUVERTE, il s'agit pour le Conseil Communautaire d'approuver la convention pour le transfert en pleine propriété à Eau 17 de ces deux réseaux et de leurs ouvrages annexes.*

**Après avoir entendu le rapporteur,**

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,*

*Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, I, 1°), indiquant parmi les compétences obligatoires le « Développement économique »,*

*Considérant que la Communauté d'Agglomération de Saintes est propriétaire des réseaux d'alimentation d'eau potable et des réseaux d'assainissement des eaux usées de la ZAE La Sauzaie Nord, qu'elle a aménagée sur la commune de Fontcouverte,*

*Considérant que sur le périmètre de la Commune de Fontcouverte, EAU 17 est compétent en matière de distribution de l'eau potable et d'assainissement des eaux usées,*

**Il est proposé au Conseil Communautaire :**

**- d'approuver les termes de la convention ci-jointe avec Eau 17 pour le transfert en pleine propriété des infrastructures suivantes de la ZAE La Sauzaie Nord :**

- Réseau d'alimentation en eau potable, et ouvrages annexes,

- Réseau d'assainissement eaux usées, et ouvrages annexes,

- **d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant en charges des bâtiments communautaires, des travaux et des marchés publics à signer la convention ci-jointe.**

*Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,*

**ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :**

- 55 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 1 Ne prend pas part au vote (Mme Amanda LESPINASSE)

\*\*\*\*\*

Monsieur le Président indique qu'avant de passer à la dernière délibération, il est nécessaire de revoir la composition de chaque commission et de voter à main levée pour les représentants. La proposition est d'amender la délibération et de la repasser lors du prochain Conseil.

\*\*\*\*\*

### **2022-25. Motion sur l'implantation d'éoliennes sur le territoire de l'Agglomération de Saintes**

*La motion est distribuée en séance*

Monsieur Francis GRELLIER présente un rapide point d'étape concernant le siège. Les travaux devraient se terminer fin mars. Le mois d'avril constituera une période d'OPR (Opérations Préalables à la Réception). La réception est prévue pour fin avril. Le déménagement serait préparé au cours du mois de mai, et aurait lieu dans les derniers jours de ce mois. L'ouverture au public est envisagée au 27 juin.

Monsieur le Président indique que la motion avait été discutée en Conférence des maires. Plusieurs maires ont été démarchés par des poseurs d'éoliennes. La motion ne s'oppose pas à l'éolien, mais plutôt au démarchage abusif.

Monsieur David MUSSEAU indique qu'une réunion de Conseil Municipal s'est tenue au sein de son village, lors de laquelle il a présenté une motion de refus. Il demande s'il est nécessaire de transmettre ce document, et s'il est utile de l'envoyer au préfet afin qu'il en prenne acte.

Monsieur le Président précise qu'une motion sert uniquement à interpeler.

Monsieur David MUSSEAU souligne que sa commune et celles alentours sont situées dans un secteur viticole. La population attend de ses élus qu'ils prennent position.

Monsieur le Président confirme qu'il s'agit de l'objet d'une motion. Celle-ci vise à montrer qu'une attention particulière sera accordée à ce qui se met en place au niveau de l'Agglomération. Il l'invite à lui envoyer la délibération afin de la joindre à la présente motion et d'envoyer le tout au préfet.

Monsieur David MUSSEAU demande à quoi servira la motion présentée.

Monsieur le Président explique que si elle est votée, il l'enverra au préfet afin de lui faire connaître la position de l'Agglomération de Saintes.

Monsieur Jean-Philippe MACHON ne voit pas apparaître de prise de position. Une phrase résume l'ensemble, il appartient à chaque commune de se positionner sur le sujet.

Monsieur le Président estime que l'intérêt est de se trouver dans un esprit intercommunal. L'Agglomération indique qu'elle émettra un avis défavorable sur l'implantation d'éoliennes dans les communes du territoire qui n'y seraient pas favorables. Si la commune est favorable, l'Agglomération ne s'y opposera pas.

Monsieur Jean-Philippe MACHON considère que la rédaction n'est pas suffisamment claire, il ne l'avait pas compris ainsi.

Monsieur David MUSSEAU observe qu'en ce qui concerne les projets proposés par la CDA en matière d'énergies nouvelles, l'arrivée de l'éolien est récente.

Monsieur Raymond MOHSEN comprend qu'il s'agit de renforcer le pouvoir du maire par l'Agglomération. Néanmoins, le maire dispose déjà de tout pouvoir.

Monsieur le Président précise que l'Agglomération doit montrer qu'elle ne sera pas facilitante.

Monsieur Pierre MAUDOUX trouve également que la motion n'est pas très claire. Ce type de projets peut souvent être polémique, avec par exemple les élus qui sont favorables et une partie de la population qui crée des associations. Il se demande comment réagira l'Agglomération dans ce cas.

Monsieur le Président indique que le représentant de la commune au sein de l'Agglomération est le maire.

Monsieur Pierre MAUDOUX trouve ce point important, la population s'oppose fréquemment aux élus qui portent le projet.

Monsieur le Président ajoute que l'Agglomération n'interviendra pas sur le champ communal.

Madame Véronique ABELIN-DRAPRON en déduit que la position de Monsieur MAUDOUX est défavorable à l'éolien.

Monsieur Pierre MAUDOUX estime simplement qu'il s'agit de sujets polémiques. Il n'a pas fait part de sa position personnelle.

Monsieur Pierre TUAL observe que la population a été associée lors de la mise en place du Plan Local d'Urbanisme, et l'éolien a été interdit sur sa commune.

Monsieur David MUSSEAU n'est pas en mesure d'indiquer s'il est pour ou contre. Ce point nécessite davantage de réflexion. Au regard de la situation de son village par rapport au champ d'éoliennes proposé, il a le sentiment de nuisances plus importantes. Il ne comprend pas les motivations d'implanter à cet endroit. Les habitants sont inquiets de la vision qu'ils auront si le projet se réalise. Dans certains endroits, il existe des surfaces où le propriétaire peut décider d'implanter des éoliennes sans que cela ne lui nuise. Ce n'est pas le cas dans sa commune, qui est constituée de vignoble. Il ne comprend pas qu'il ne soit pas possible de définir une politique. Une position beaucoup plus tranchée et engagée pourrait être observée. Il ne s'attendait pas à de tels projets, les démarcheurs sont très pressants et sa population n'est pas prête à cela.

Monsieur Jean-Luc MARCHAIS remarque que les maires ne disposent pas forcément des outils réglementaires pour pouvoir interdire ce type d'installations. Des dispositions prises en amont comme le PLUi permettront peut-être de définir les endroits où il est envisageable d'installer des éoliennes ou non.

Monsieur David MUSSEAU ne pense pas qu'une carte communale puisse protéger de ce point de vue. Sachant qu'un maire n'a pas tout pouvoir, il ne peut que retarder.

Monsieur le Président constate que tous les maires ne sont pas défavorables. A titre personnel, il est contre l'éolien.

Madame Éliane TRAIN invite à la prudence. La loi a changé, passant d'une distance de 800 mètres des habitations à 500 mètres. Les conseils municipaux et les maires n'ont pas leur mot à dire. Dans sa commune, un subterfuge a été utilisé pour reculer au maximum les implantations, en refusant l'accès aux voies communales aux installateurs.

Monsieur le Président trouve ce partage d'expérience intéressant.

Madame Éliane TRAIN n'est pas opposée aux projets d'énergies renouvelables. Sa commune portait un projet d'utiliser une zone en friche pour implanter du photovoltaïque. Ce projet est refusé à cause de la loi Barnier, et elle trouve ce refus inadmissible. Il s'agit d'une aberration du système.

En l'absence d'autres interrogations, Monsieur le Président soumet la motion au vote.

\*\*\*\*\*

## **RAPPORT**

*Avec la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte de 2015, la France s'est dotée d'objectifs ambitieux, concrètement le parc éolien devra presque doubler entre 2017 et 2023 avec près de 5 000 éoliennes supplémentaires à construire en France métropolitaine.*

*Si le territoire de la Communauté d'Agglomération de Saintes, en comparaison avec d'autres intercommunalités voisines est faiblement concerné par les caractéristiques techniques nécessaires à l'implantation d'éoliennes, quelques communes de l'agglomération sont sollicitées par des entreprises portant des projets suscitant des questionnements sur plusieurs plans :*

- la distance d'implantation de mâts par rapport aux zones résidentielles,
- les risques de nuisances sur l'environnement,
- les risques d'impacts négatifs en termes de valorisation du patrimoine immobilier, de santé publique et de dégradation de la qualité de vie.

*En plus des conditions techniques requises (gisement éolien, distance du réseau et enjeux d'acceptabilité), les projets éoliens doivent donc s'insérer sur un territoire en tenant compte de différents enjeux environnementaux parmi lesquels peuvent être cités : les enjeux acoustiques, les enjeux d'urbanisation, les enjeux liés à la biodiversité, paysagers et patrimoniaux, les enjeux liés à l'emprise au sol, aux fondations et au démantèlement des sites.*

**Après avoir entendu le rapporteur,**

*Considérant l'impact de l'éolien sur la modification du paysage,*

*Considérant que l'éolien industriel est la source de nuisances, qu'il provoque une pollution sonore, audible et non audible (infrasons), et lumineuse,*

*Considérant qu'il risque de laisser, à termes, des espaces naturels dégradés,*

*Considérant que ce type de projet peut avoir un impact négatif sur les valeurs foncières, les valeurs immobilières et peut freiner le développement économique et touristique du territoire,*

*Considérant les clivages que ces projets d'implantation peuvent engendrer entre les propriétaires terriens signataires de bail et de servitudes et les populations les plus largement impactées,*

*Considérant que la promesse de revenus fiscaux pour les collectivités territoriales ne saurait être à elle seule un motif de développement de l'éolien,*

**Il est proposé au Conseil Communautaire :**

- **d'émettre** un avis défavorable sur l'implantation d'éoliennes dans les communes du territoire qui n'y seraient pas favorables.
- **de préciser** que les autres communes de l'agglomération ne seront pas liées par cet avis défavorable.
- **de rappeler** qu'il appartient à chaque commune de se positionner sur ce sujet.
- **de réaffirmer** que le territoire s'est engagé dans la transition énergétique avec pour objectif de produire davantage d'énergie renouvelable et qu'il soutiendra la mise en œuvre de solutions énergétiques alternatives, sous les conditions expresses qu'elles respectent les paysages, le patrimoine naturel et qu'elles recueillent l'assentiment des élus et de la population des bassins de vie concernés.
- **de charger** Monsieur le Président de transmettre cette motion aux représentants de l'État et aux élus départementaux et régionaux

*Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,*

**ADOpte** à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 50 Voix pour
- 0 Voix contre
- 5 Abstentions (M. Pierre MAUDOUX en son nom et celui de Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE, M. Jean-Philippe MACHON et M. Jean-Pierre ROUDIER en son nom et celui de Mme Céline VIOLLET)
- 0 Ne prend pas part au vote

En l'absence de questions diverses, la séance est levée à 22h15.

Le Secrétaire,